



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 17 JUILLET 1915

Nominations

Il a plu à Son Honneur l'ADMINISTRATEUR, par arrêté ministériel en date du vingt-huit décembre 1914, de nommer M. Godfroi Lamarche, huissier, de Mont-Laurier, grand constable du district de Montcalm.

4161 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel en date du onze juin 1915, de nommer M. J. W. Denis, notaire, de la ville de Nicolet, protonotaire de la Cour supérieure et greffier de la Cour de circuit, du district judiciaire de Nicolet, à compter du premier jour de septembre prochain.

4165 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du huit juillet 1915, de nommer M. le capitaine Joseph Arthur Watters, attaché au 57ième bataillon, juge de paix en vertu des dispositions l'article 3361 des S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute la province.

4227 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 17th JULY, 1915

Appointments

His Honor the ADMINISTRATOR has been pleased by order in council bearing date the twenty eight December, 1914, to appoint Mr. Godfroi Lamarche, bailiff, of Mont-Laurier, high constable of the district of Montcalm.

4162 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the eleventh day of June, 1915, to appoint Mr. J. W. Denis, notary, of the town of Nicolet, Prothonotary of the Superior Court and clerk of the Circuit Court of the judicial district of Nicolet, said appointment to take effect on the first day of September next.

4166 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased by order in council, bearing date the eighth July, 1915, to appoint capt. Joseph Arthur Watters, attached to the 57th Battalion, to be a justice of the peace, under the provisions of article 3361 of the Q. R. S., 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole of the Province.

4228 C. J. SIMARD,
Député Provincial Secretary.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel en date du dix-neuf mai 1915, de nommer M. Jules Ledoux, du village de Labelle, greffier de la cour du magistrat, au village de Labelle.

C. J. SIMARD,
4163 Sous-secrétaire de la province.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

Québec, 8 juillet 1915.

M. Ludger Pérusse, journalier, de Glendyne, comté de Témiscouata, juge de paix pour le district de Kamouraska.

M. Oréus Mailhot, marchand, de Fortierville, comté de Lotbinière, juge de paix pour le district de Québec.

M. Samuel G. Lindsay, marchand d'Aylmer, comté d'Ottawa, juge de paix pour le district d'Ottawa.

C. J. SIMARD,
4229 Sous-secrétaire de la province.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the nineteenth day of May, 1915, to appoint Mr. Jules Ledoux, of the village of Labelle, clerk of the Magistrate's Court, for the village of Labelle.

C. J. SIMARD,
4164 Deputy Provincial Secretary.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, to wit:

Québec, 8th July, 1915.

Ludger Pérusse, laborer, of Glendyne, county of Temiscouata, to be a justice of the peace, for the district of Kamouraska.

Oreus Mailhot, merchant, of Fortierville, county of Lotbinière to be a justice of the peace, for the district of Quebec.

Samuel G. Lindsay, merchant, of Aylmer, county of Ottawa, to be a justice of the peace, for the district of Ottawa.

C. J. SIMARD,
4230 Deputy Provincial Secretary.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

P.-E. LEBLANC

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le cinq juillet mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au seize août prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le cinq juillet prochain; vous convoquons par les présentes pour le SEIZE AOUT prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-huitième jour de juin, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,
3235 L.-P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

P.-E. LEBLANC

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fifth of July, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the sixteenth of August next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the fifth July next; and hereby convene you for the SIXTEENTH of AUGUST next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty eight day of June, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

3236

Avis du Gouvernement

The Berman Dye Works, Limited

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1915, constituant en corporation MM. Isidore Popliger, Joseph W. Whelan et John McNaughton, avocats, Euclid Hauld, surintendant, Adolphe Berman, marchand, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement et dans toutes ses branches l'industrie de teinture et de nettoyage, en conformité avec la loi des compagnies de Québec, et toute autre industrie qui peut être exercée en rapport avec icelle, tel que le blanchissage, la coupe des vêtements, le négoce de marchandises sèches en gros et en détail, la fabrication, la vente et l'importation des habits;

Acquérir par achat, comme industrie active, et exploiter le commerce de teinturerie et de nettoyage actuellement en opération dans la cité de Montréal, sous le nom de "Berman Dye Works", y compris l'équipement, l'installation, le fonds de commerce, l'achalandage et généralement tout l'actif mobilier, et payer ces acquisitions en deniers comptant, en obligations ou en parts acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, louage ou autrement d'aucune personne, société ou corporation, comme industrie active ou autrement, et exploiter aucun commerce de teinturerie ou de nettoyage avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur mise en opération, l'équipement, l'installation, l'achalandage et toute autre partie de l'actif généralement, et payer les acquisitions argent comptant avec des débiteures ou des actions libérées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et détenir par location ou autrement aucune autre industrie, aucune autre propriété mobilière ou immobilière qui pourront être jugées utiles ou nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer ces acquisitions et ces débiteures argent comptant, en obligations ou en parts acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, aliéner, louer ou autrement disposer d'aucune propriété mobilière ou immobilière et emprunter de l'argent sur garantie d'icelle;

Conduire, entretenir et exploiter sur aucun terrain dévolu à la compagnie ou acquis par elle, une installation pour le nettoyage, la teinturerie et le blanchissage et toutes les autres constructions qui seront jugées utiles ou nécessaires à la conduite de toutes et de chacune des entreprises énumérées aux présentes;

Acheter, acquérir et détenir, vendre, céder et transporter les actions, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans l'industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou faisant aucun commerce susceptible d'être conduit au bénéfice de la compagnie;

Faire et exécuter toutes autres choses et tous autres actes qui pourront se rapporter ou être avantageux pour la mise à effet d'aucun des susdits objets, sous le nom de "The Berman Dye Works, limited", avec un capital-action de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cent (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est située dans la cité de Montréal.

Government Notices

The Berman Dye Works, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of July, 1915, incorporating Messrs. Isidore Popliger, Joseph W. Whelan and John McNaughton, advocates, Euclid Hauld, supervisor, Adolphe Berman, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on generally and in all its branches, the business of dyers and cleaners in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act, and any other business which may be carried on in connection therewith, such as the laundry, tailoring, wholesale and retail dry goods businesses, clothing manufacturers, dealers and importers;

To acquire by purchase as a going concern and to carry on the dyeing and cleaning business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Berman Dye Works", with its equipment, furnishings, stock in trade, goodwill and all its moveable assets generally and to pay for the same in cash, bonds or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any dyeing or cleaning business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitations, and its equipment, furnishings, goodwill and all other assets generally and to pay for the same in cash, bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other business, any moveable or immovable property which may be deemed advisable or necessary for the objects for which this company is incorporated, and to pay for acquisitions or holdings in cash, bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property and to borrow money upon security thereof;

To conduct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, cleaning, dyeing and laundry plants, and any other building or buildings which may be found advisable or necessary for the carrying on of any or all of the herein mentioned undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, bonds or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other things and acts which may be conducive or seem advantageous to the carrying into the effect of any of the above objects, under the name of "The Berman Dye Works, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Daté au bureau du secrétaire de la province,
ce huitième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4197—29-2 Sous-secrétaire de la province.

Dated from the office of the provincial secretary,
this eighth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4198—29-2 Deputy Provincial Secretary.

The Montreal Cloak & Suit Manufacturing Company, Incorporated

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juillet 1915, constituant en corporation MM. A. H. Vineberg, avocat, Aaron Millman, agent d'immeubles; Paul E. Bourret, agent financier, Max Getz, étudiant, et Sarah Chaskelson, sténographe, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de fabricants et marchands en gros de vêtements de toute nature et description; importer et exporter, acheter et vendre et faire le négoce de vêtements de toute nature et aussi celui de marchandises sèches, des soies, satins, garnitures, tissus de toute sorte, draps et cotonnades en général, aussi transiger les affaires des tailleurs et manufacturiers;

Exercer aucune autre industrie semblable, de fabrication ou autre, en rapport avec les objets susdits, que la compagnie jugera propre à être avantageusement exercée conjointement avec aucune des susdites industries;

Acquérir et assumer en totalité ou en partie la propriété et les obligations d'aucune personne ou corporation engagée dans aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à entreprendre ou en possession de biens convenant au bénéfice de la présente compagnie;

Acheter en général, prendre, donner à bail, échanger ou louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaire à son industrie et particulièrement tous les terrains, bâtisses, obligations, machines, outils et fonds de commerce;

Acquérir et détenir des parts dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer, avec le consentement des actionnaires, aucune personne ou corporation pour services par elle rendus, ou à être rendus, en plaçant ou aidant à placer, en garantissant la souscription d'aucun nombre de parts du capital de la compagnie ou les obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou en rapport avec l'organisation et la formation de la compagnie, ou la conduite de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, des chèques, des lettres de crédit, connaissements, traites, débiteures et autres documents négociables et transportables;

Prendre tous les moyens pour faire connaître les produits de la compagnie, tel qu'on le jugera convenable, et spécialement en annonçant dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'arts, par la publication de livres et de journaux périodiques;

Vendre améliorer, gérer, développer, échanger, louer, céder, perfectionner ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de la propriété et des obligations de la compagnie, sous le nom de "The Montreal Cloak & Suit Manufacturing Company, Incorporated", avec un capital action de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

The Montreal Cloak & Suit Manufacturing Company, Incorporated

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1915, incorporating Messrs. A. H. Vineberg, advocate, Aaron Millman, real estate agent, Paul E. Bourret, financial agent, Max Getz, student, and Sarah Chaskelson, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To exercise the business and industry of wholesale manufacturers and merchants of clothing of all kinds and descriptions; to import and export, to buy, sell and do the business in clothing of all kinds and also of dry goods, silks, satins, tailor trimmings, tissues of all kinds, cloths and cottons in general, and transact the business of tailors and manufacturers;

To exercise any other similar industry, manufacturing or otherwise, relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or part, property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange rent, or otherwise acquire any moveable or immovable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry, and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stock in trade;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of shareholders any person or company for services rendered, or to be rendered, in disposing of or helping to dispose or guaranteeing the disposal of any number of shares of the capital of the company, or the obligations, or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company, or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, cheques, letters of credit, bills of lading, drafts, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To take such means on order to make the products of the company known as will be deemed advisable, and particularly through advertising in the papers, through circulaires, through the purchase and exhibitions of works of art, through the publication of books and periodicals;

To sell, ameliorate, manage, develop, exchange, rent, cede, improve or otherwise dispose in whole or in part of the property and assets of the company, under the name of "The Montreal Cloak & Suit Manufacturing Company, Incorporated", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4199—29-2 Sous-secrétaire de la province.

Victoria Syndicate, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juin 1915, constituant en corporation MM. Thomas Joseph Coonan, B. C. L., avocat, Bernard Bourdon, étudiant en droit, Lucien Beauregard, étudiant en droit, Laurentia Lavigne et Laura Lavigne, sténographes, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles et de courtiers en biens-fonds, y compris les terrains, bâtisses et améliorations y dessus, être aussi agents et courtiers d'assurances;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre et autrement disposer des terrains, bâtisses et autre propriétés mobilières et immobilières ou d'aucun intérêt s'y rattachant, et généralement, négocier ces propriétés, de toute manière quelconque et en trafiquer;

Développer, améliorer, exploiter et tracer sur aucune de ces propriétés des rues, des squares, des ruelles, des lots de subdivision ou autres choses, aussi, construire des maisons, édifices et autres bâtisses sur les dites propriétés acquises par la compagnie, ou sur aucune partie d'icelles, et généralement développer et rendre profitables aucun bien-fonds ou propriété que la compagnie aura acquis ou dans lesquels elle aura des intérêts;

Aliéner aucune rue, aucun square ou bien-fonds à des personnes ou à des municipalités suivant les termes et conditions que la compagnie jugera convenables, faire et conclure aucun arrangement ou contrat pour le pavage, le macadamisage, le nivelage, la réparation, le nettoyage et l'arrosage des rues et chemins, ainsi que pour la construction, l'ouverture et la réparation de conduits, citernes, drains et tuyaux d'égouts;

Faire des avances de deniers par voie de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie pour des fins de constructions et d'améliorations sur icelles; aussi, aider en avançant des argent à l'établissement et à l'entretien de chemins, rues, ruelles, aqueducs, drains, tuyaux d'égouts et autres travaux destinés à rendre plus facile l'accès aux propriétés de la compagnie et à accroître leur valeur;

Exercer tout autre commerce que la compagnie jugera susceptible d'être exercé en rapport avec le sien propre ou calculé directement ou indirectement de nature à accroître la valeur des biens et droits de la compagnie où à les rendre profitables;

Acquérir par achat, louage ou autrement, assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété ou des dettes d'aucune personne, maison ou compagnie, ou encore les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune corporation exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui qu'exerce la présente compagnie ou en possession de biens convenant à ses objets;

Payer aucun bien et droit acquis par la compagnie soit en argent comptant, soit en parts acquittées, ou au moyen d'autres valeurs dont l'émission est permise à la compagnie; ou, partiellement de l'une de ces manières, ou partiellement, par une autre manière, et généralement, d'après les termes et aux conditions que la compagnie pourra déterminer;

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4200—29-2 Deputy Provincial Secretary.

Victoria Syndicate, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of June, 1915, incorporating Messrs. Thomas Joseph Coonan, B. C. L., advocate, Bernard Bourdon, student at law, Lucien Beauregard, student at law, Laurentia Lavigne and Laura Lavigne, stenographers, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents and dealers in real estate, including lands, buildings and improvements thereon, and as insurance agents and insurance brokers;

To purchase, lease or otherwise acquire, own, sell or otherwise dispose of lands, buildings and other properties moveable or immovable, or any interest therein, and generally to deal and traffic in such property and any manner whatsoever;

To develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, squares, lanes, subdivision lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other constructions on the said property acquired by the company, or any part thereof and generally to develop and turn to account any lands or other property acquired by or in which the company is interested;

To dispose of any streets, squares or lands in favor of persons or municipalities upon such terms and conditions as the company may think fit, and to make and enter into any agreement or contract for paving, macadamizing, grading, repairing, cleaning and watering streets and highways, and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains and sewers;

To advance money by way of loan or loans to the purchaser or purchasers or lessees of any part of the company's property for purposes of building or other improvements thereon and to aid by advances of money the construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers, and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or to undertake the whole or any part of the business property or liabilities of any person, firm or company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on any business in whole or in part similar to that carried on by this company or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To pay for any property or rights acquired by the company either in cash or in fully paid up shares, or by any securities which the company has power to issue or partly in one mode or partly in an other or others, and generally on such terms and conditions as the company may determine;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque commun, la convention réciproque ou autrement, avec aucun gouvernement, pouvoir local ou municipal, ou aucune personne ou corporation exerçant ou engagé ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans un commerce ou dans des transactions que cette compagnie est autorisée à exercer ou pratiquer et qui sont susceptibles de profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; assurer l'exécution des contrats, avec ou sans garantie, prêter de l'argent, ou autrement aider ces personnes ou corporations ou aucune personne ou corporation qui entreprendra de construire ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la présente compagnie est intéressée;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise, de la propriété et de l'actif de la compagnie, en compensation et suivant les termes et conditions qu'elle jugera convenables, et particulièrement pour des actions, obligations et valeurs dans aucune autre compagnie;

Distribuer aux actionnaires en espèces, au moyen de dividendes ou de bonus, ou d'aucune autre manière jugée convenable, aucune propriété de la compagnie ou le produit de la vente ou de l'amélioration d'icelle;

Exercer aucun commerce, faire tous actes et toutes choses ci-haut mentionnés, soit comme principaux, soit comme agents, soit comme fiduciaires, ou par intermédiaires mandataires agents ou autres, et soit seule, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes et chacune des choses nécessaires convenables ou appropriées à l'accomplissement d'aucun des objets ci-haut énumérés ou conduisant à leur réalisation, ou découlant des pouvoirs accordés par les présentes, ou qui pourront en aucun temps sembler nécessaires ou utiles à la protection ou au bénéfice de la compagnie, soit comme détenteurs ou intéressés dans aucune propriété ou autrement, sous le nom de "Victoria Syndicate, Limited", avec un capital action de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,

4093-28-2 Sous-secrétaire de la province.

AVIS.

Avis est par le présent donné que, la compagnie "Beaver Asbestos Company, limited", autorisée à faire des opérations dans cette province, a changée son nom par celui de "Windsor Asbestos Company, limited".

C. J. SIMARD,

4225 Sous-secrétaire de la province.

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Lake Edward Sanatorium", du Lac Edouard, dans la province de Québec, a obtenu un permis et a été enregistrée pour transiger dans cette province des affaires de société charitable tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, savoir: L'érection, l'équipement et le maintien d'un sanatorium ou hôpital au Lac Edouard, dans la province de Québec, ou à telles autres endroits qui peuvent être choisis, pour le traitement et la guérison des personnes professant la religion protestante, souffrant de maladies tuber-

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company; and to guarantee the contracts of either with or without security or to lend money to, or otherwise assist any such person or company, or any person or company undertaking to build on or improve any property in which this company is interested;

To sell, lease or otherwise dispose of the entire undertakings, property and assets of the company or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures and securities of any other company;

To distribute amongst the shareholders in specie by way of dividend or bonus, or any other manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company;

To carry on or do any business, acts and things aforesaid, either as principals, agents or trustees, or by or through the trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with another or others;

To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects hereinbefore enumerated or incidental to the powers herein named or which shall or may at any time appear to be conducive to or expedient for the protection or benefit of the company, either as holders of, or interested in any property or otherwise, under the name of "Victoria Syndicate, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00, divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,

4094-28-2 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE.

Notice is hereby given that the Beaver Asbestos Company, Limited, authorized to carry on business in this Province, has changed its name to that of Windsor Asbestos Company, Limited".

C. J. SIMARD,

4226 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE.

Notice is hereby given that The Lake Edward Sanatorium, of Lake Edward, P. Q., has obtained a licence and has been registered to transact in this province the business of a charitable association as set forth in the declaration which preceded its authorization by the Lieutenant Governor in council, namely: the erection, equipment and maintenance of a Sanatorium or Hospital at Lake Edouard in the Province of Quebec, or such other place as may be chosen, for the treatment and cure of persons, professing the Protestant faith, suffering from the disease of tuberculosis or kindred and allied diseases,

culeuses ou autres maladies alliées ou s'y rapportant, et qui, dans l'opinion des médecins de la société, sont encore susceptibles d'être guéris.

Le bureau principal de la société est au Lac Edouard, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce deuxième jour de juillet 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec.

4087—28-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Lumbermen's Fire Indemnity Contract, de Ottawa, Ont., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'assurance contre le feu le et après le douzième jour de juillet, 1915.

Les nom et adresse du principal agent pour la province de Québec, sont: George H. White, de Saint-Faustin, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q., 1909, ce douzième jour de juillet, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

4213—29-2

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Raymond Marion, cultivateur, de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette, et autres, ont formé une société coopérative agricole, sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Félix-de-Valois", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de Saint-Félix-de-Valois, dans le comté de Joliette.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: L'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre et du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

JOS.-ED. CARON,

Ministre de l'Agriculture.

Daté à Québec, le 9 juillet 1915.

4167

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 8 juillet 1915.

Présent: Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu que la Compagnie du Chemin à Barrière Longueuil et Boucherville a transmis au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, copie d'une résolution du bureau de direction de la dite Compagnie, en date du 29 juin 1915, et qui a été référé au Département des Travaux Publics et du Travail, à l'effet de lui permettre de prélever sur les véhicules moteurs passant par la barrière de péage dont elle est propriétaire sur le chemin entre Longueuil et Boucherville, un taux n'excédant pas vingt-cinq centimes par jour, sur chaque véhicule moteur passant par la dite barrière et

who, in the opinion of the physicians of the Association, are still susceptible of being cured.

The Head Office of the Association is at Lake Edouard, P. Q.,

Given pursuant to article 6950 R. S. Q., 1909, this second day of July, 1915.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec.

4088—28-2

NOTICE.

Notice is hereby given that The Lumbermen's Fire Indemnity Contract, of Ottawa, Ont., has been registered to transact within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance on and after the twelfth day of July, 1915.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are: George H. White, Saint Faustin, P. Q.

Given pursuant to Article 6950, S. R. Q., 1909, this twelfth day of July, 1915.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

4214—29-2

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that under the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Raymond Valois, farmer, of the parish of Saint Félix de Valois, county of Joliette, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint Félix de Valois", with its chief place of business in the municipality of Saint Félix de Valois, in the county of Joliette.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

JOS. ED. CARON,

Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, the 19th July, 1915.

4168

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 8th July, 1915.

Present: The LIEUTENANT-GOVERNOR in Council.

Whereas the "Compagnie du Chemin à Barrière Longueuil et Boucherville" has transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, a copy of a resolution of the Board of Directors of the said Company, bearing date the 29th June, 1915, and which has been referred to the Department of Public Works and Labour, praying for the permission to levy, on every motor-vehicles passing through its toll-gate, on the road between Longueuil and Boucherville, a toll not exceeding twenty five cents per day, on every motor-vehicle passing through the said gate and on said road

sur le dit chemin, en vertu du Statut, 5 Geo. V, ch. 12.

Il est ordonné que le tarif réclamé par la Compagnie du Chemin à Barrière Longueuil et Boucherville soit approuvé aux conditions suivantes: Sur paiement par la personne en charge d'un véhicule-moteur de la somme de vingt-cinq centins entre les mains d'un gardien de barrière, ce dernier devra remettre à telle personne un billet portant la date de son émission, et sur présentation duquel le véhicule en faveur duquel ce billet aura été délivré pourra circuler gratuitement sur tout le réseau du chemin de la Compagnie durant toute la journée de l'émission de tel billet, et, de plus, l'application de ce tarif sera subordonnée à l'obligation par la Compagnie de maintenir constamment le chemin dont elle a le contrôle en bon état de réparation et d'entretien.

4195

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

AVIS.

Est par le présent donné que le Bureau des Examineurs des Mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à Saint-Romuald (Etchemin), le 20 juillet 1915, pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureur et classificateur de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et payer l'honoraire exigible, soit: \$4.00.

Tous les porteurs de permis temporaires devront se présenter à cet examen.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Sous Ministre Terres et Forêts.
Québec, 10 juin 1915. 3551-24-2

1634-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Avis est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommé par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles, à l'Ecole normale Laval, à Québec, mercredi, le dix-huitième jour d'août prochain 1915, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au sixième jour d'août prochain, à M. J.-N. Miller, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

J. N. MILLER,
Secrétaire.
Québec, 2 juillet 1915. 4039-28-3

910-15

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 12 juillet 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 juin 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Shoolbred, dans le comté de Bonaventure, les lots Nos 10 à 14 inclus, plus 1A, 1B et 2 du cadastre officiel du canton Nouvelle, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité de Nouvelle, même comté.

4179

in and by virtue of the Act 5 Geo. V, ch. 12.

It is ordered that the rate of tolls asked by the "Compagnie du Chemin à Barrière Longueuil et Boucherville", be approved on the following conditions, to wit: Upon the payment by the person in charge of a motor-vehicle of the sum of twenty-five cents to the toll-gate keeper, the latter shall deliver to such person a ticket stamped with the date of its issue and upon the presentation of which the motor-vehicle in favor of which such ticket has been delivered may travel free of further charge upon the whole of the Company's road during the whole day on which such ticket has been issued and moreover the putting into effect of such rate shall be subject to the obligation on the Company's part, of constantly keeping up all roads under its control in proper repair and state of maintenance.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

NOTICE.

Is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec, will meet at Saint Romuald (Etchemin), on the 20th July, 1915, to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and pay the fee exigible, viz.: \$4.00.

All holders of temporary permits must present themselves at this examination.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister Land and Forests.
3552-24-2

1634-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Notice is hereby given that a meeting of the Examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction for the examination of candidates desiring to qualify as school inspectors shall be held at the Laval Normal School, at Quebec, on Wednesday, the eighteenth day of August next, 1915, at nine o'clock in the forenoon. Intending candidates shall send to J. N. Miller, secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction between this date and the sixth day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the by-laws of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.

J. N. MILLER,
Secretary.
Quebec, 2nd July, 1915. 4040-28-3

910-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 29th June, 1915, to detach from the school municipality of Shoolbred, in the county of Bonaventure, the lots Nos. 10 to 14, both inclusive, and the lots 1A, 1B, and 2 of the official cadastre of the township of Nouvelle, and to annex all the above territory to the municipality of Nouvelle, same county.

4180

1183-15

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 12 juillet, 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 juin 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Thomas de Pierreville, dans le comté de Yamaska, les lots Nos 889 à 903 inclus et la partie qui n'est pas comprise dans les limites du village de Pierreville, des Nos 904, 905 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, et d'annexer ce territoire à celle de Saint-Thomas de Pierreville, paroisse.

4181

3178.14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 juillet 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 juin 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Chénier, dans le comté d'Arthabaska, le lot No 29 du 4ième rang de Tingwick (Nos. du cadastre de Tingwick 416 et 417) et d'annexer ce bien fonds à celle de Shipton, dans le comté de Richmond. 4183

3479.14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 juillet 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 juin 1915, de détacher de la municipalité scolaire de l'Anse Saint-Jean, dans le comté de Chicoutimi, les lots suivants, savoir:

1. Rang 1er est Rivière Petit Saguenay, les Nos 3, 4, 6, 7, 12 à 17 inclus, 19, 20, 22, 24, 26 à 29 inclus;

2. Rang 1, Saguenay, les Nos 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12; rang 2, Saguenay, les Nos 4, 5, 10, 11, 12, 13, 15; No B;

3. Rang nord, Nos 1, 2, 3, 6, 7, 8 et 19, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Petit Saguenay". 4185

1185. 15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 juillet 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 juin 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Weedon, dans le comté de Wolfe, tout le territoire compris dans les limites de la paroisse de Saint-Raymond de Pennafort, telle qu'érigée canoniquement par décret en date du 23 avril 1915, borné comme suit: au nord-est par le canton Stratford, au sud-est par le canton Lingwick, au sud-ouest par la ligne entre les lots Nos 13 et 14 sur la profondeur des rangs 1, 2 et 3 du canton Weedon, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Fontainebleau".

4187

3825-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 12 juillet 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 juin 1915, de détacher:

1183-15

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by order in council bearing date the 29th June, 1915, to detach from the school municipality of Saint Thomas de Pierreville, in the county of Yamaska, the lots Nos. 889 to 903, both inclusive, and the part outside the limits of the village of Pierreville, of lots Nos. 904 and 905 of the Official cadastre of the parish of Saint Thomas de Pierreville, and to annex the above territory to the school municipality of Saint Thomas de Pierreville, parish. 4182

3178.14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 29th June, 1915, to detach from the school municipality of Chenier, in the county of Arthabaska, the lot No. 29 of the 4th range of Tingwick (Nos. 416 and 417 of the cadastre of Tingwick), and to annex said lot to the school municipality of Shipton, in the county of Richmond. 4184

3479.14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 29th June, 1915, to detach from the school municipality of Anse Saint Jean, in the county of Chicoutimi, the following lots, to wit:

1. First range east of Little Saguenay River; the lots Nos. 3, 4, 6, 7, 12 to 17 inclusively, 19, 20, 22, 24, 26 to 29, inclusively;

2. Range 1, Saguenay, the lots Nos. 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12; range 2, Saguenay, the lots Nos. 4, 5, 10, 11, 12, 13, 15, No. B;

3. Range north, lots Nos. 1, 2, 3, 6, 7, 8 and 19, and to erect the above territory into a separate school municipality under the name of "Petit Saguenay". 4186

1185-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 29th June, 1915, to detach from the school municipality of Weedon, in the county of Wolfe, the whole of the territory comprised within the limits of the parish of Saint Raymond de Pennafort, as erected by canonical decree bearing date the 23rd April, 1915, bounded as follows: towards the nord-east by the township of Stratford, towards the south east by the township of Lingwick, towards the south-west by the line between lots 13 and 14, across ranges 1, 2 and 3 of the township of Weedon, towards the north west by the line between ranges 3 and 4 of said township of Weedon, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of Fontainebleau.

4188

3825-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 29th June, 1915, to detach:

1. De la municipalité scolaire de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville, tous les terrains portés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, excepté la partie du lot No 478 située à l'ouest du ruisseau Soulanges, et les lots Nos 479 à 488 inclus, 595, 596 et 597 du même cadastre, mais qui font partie de la municipalité scolaire de Saint-Michel de Rougemont.

2. De la municipalité scolaire de Sainte-Brigide, comté d'Iberville, les lots Nos 217 à 241 inclus des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Brigide, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Césaire, paroisse, l'autre partie de la municipalité scolaire de Saint-Césaire devant, à l'avenir, s'appeler Saint-Césaire, village.

4189

1001-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 juillet 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 juin 1915, de détacher les lots suivants, savoir:

1. De la municipalité scolaire de Bolton ouest, comté de Brome, les lots Nos 1 à 9 inclus, des rangs I, II, III et IV du canton de Bolton, les lots Nos 10 à 16 inclus, des rangs III et IV, même canton;

2. De la municipalité scolaire de Bolton est, même comté, les lots Nos 1 à 16 inclus, des rangs V et VI, même canton; la demie ouest des lots Nos 3 à 7 inclus du rang VII, même canton, les lots Nos 8 à 16 inclus, du rang VII, les lots Nos 17 à 28 inclus, des rangs VI et VII, même canton, les lots Nos 11 à 16 du rang IV, même canton;

3. De la municipalité scolaire de Saint-Edouard de Knowlton, même comté, le lot No 17 des rangs III, IV et V du canton Bolton;

4. De la municipalité scolaire de Stukely sud, comté de Shefford, les lots Nos. 6 à 10 inclus, des rangs I et II; les lots Nos 8 à 10 inclus, du rang III, même canton; les parties du lot No 11, dans les rangs I et IV, parties appartenant à Emery Ménard, Hubert Caron et François Larouche, même canton;

5. De la municipalité scolaire de Sainte-Anne de Stukely, même comté, les lots Nos 6 et 7 du rang III, ainsi que les lots Nos 271 et 272 du canton de Stukely, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte pour les catholiques seulement, sous le nom de Saint-Etienne de Bolton.

4191

621-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 juillet 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté en date du 29 juin 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Barnabé, de Saint-Elie de Caxton, comté de Saint-Maurice, de Saint-Paulin et de Hunterstown, dans le comté de Maskinongé, tout le territoire de ces dites municipalités scolaires compris dans les limites de la paroisse civile de Notre-Dame des Neiges, tel qu'érigé par proclamation insérée dans la *Gazette officielle* du 3 novembre 1914, et d'ériger cette dite paroisse de Notre-Dame des Neiges en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Notre-Dame des Neiges".

4193

1. From the school municipality of Saint Césaire, in the county of Rouville, all the lots of land on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire, save and except that part of lot No. 478 situated to the west of Soulanges brook, and the lots Nos. 479 to 488 both inclusive, 595, 596 and 597 of said cadastre, but forming part of the school municipality of Saint Michel de Rougemont;

2. From the school municipality of Sainte-Brigide, county of Iberville, the lots Nos. 217 to 241, both inclusive, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Brigide, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of "Saint Césaire, parish", the remaining part of the school municipality to be henceforth known under the name of "Saint Césaire, village".

4190

1001-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 29th June, 1915, to detach the following lots, to wit:

1. From the school municipality of Bolton west, county of Brome, the lots Nos. 1 to 9 inclusive, of ranges, I, II, III and IV of the township of Bolton, the lots Nos. 10 to 16 both inclusive, of ranges III and IV, same township;

2. From the school municipality of Bolton east, same county, the lots Nos. 1 to 16 both inclusive, of ranges V and VI, same township; the west half of lots Nos. 3 to 7 both inclusive, of range VII, same township; the lots Nos. 8 to 16 both inclusive, of range VII; the lots Nos. 17 to 28, both inclusive of ranges VI and VII, same township; the lots Nos. 11 to 16 both inclusive, of range IV, same township;

3. From the school municipality of Saint-Edouard de Knowlton, same county, the lot No. 17 of ranges III, IV and V of the township of Bolton;

4. From the school municipality of Stukely south, county of Shefford, the lots Nos 6 to 10, both inclusive, of ranges I and II; the lots Nos. 8 to 10, both inclusive, of ranges III, same township; the parts of lot No. 11, in ranges I and IV, belonging to Emery Menard, Hubert Caron and François Larouche, same township.

5. From the school municipality of Sainte-Anne de Stukely, same county, the lots Nos. 6 and 7 of range III, and the lots Nos. 271 and 272 of the township of Stukely, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality for Catholic only, under the name of "Saint-Etienne-de-Bolton".

4192

621-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by order in council bearing date the 29th June, 1915, to detach from the school municipality of Saint-Barnabé, of Saint Elie de Caxton, county of Saint Maurice, of Saint Paulin and of Hunterstown, in the county of Maskinongé, the whole of the territory forming part of the aforesaid municipalities included within the limits of the civil parish of Notre Dame des Neiges, as erected by proclamation published in the *Quebec Official Gazette* of the 3rd November, 1914, and to erect the said parish of Notre Dame des Neiges into a distinct school municipality, under the name of "Notre-Dame-des-Neiges".

4194

656-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 juillet 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 juin 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Michel de Rougemont, dans le comté de Rouville, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, savoir:

Nos 499 à 524 et 561 à 581 inclus et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Michel de Rougemont, village, l'autre partie de la municipalité scolaire devant être désignée sous le nom de Saint-Michel de Rougemont, paroisse.

4215

370-15

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 12 juillet, 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 juin 1915, de diviser la municipalité scolaire du canton Loranger, comté de Labelle, en deux municipalités scolaires distinctes, savoir:

1. La municipalité scolaire du canton Loranger, devant comprendre, à l'avenir, tout le territoire inclus dans la municipalité rurale du village de Nominigüe, telle qu'érigée par proclamation insérée dans la *Gazette Officielle de Québec*, du 17 septembre 1904.

2. L'autre partie devant former une municipalité scolaire distincte sous le nom de Canton Loranger.

4217

1083-15.

Québec, 12 juillet 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté en date du 29 juin, 1915, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Honfleur, tout le territoire compris dans les limites de la paroisse de Honfleur, dans le comté de Bellechasse, telle qu'érigée par 5 Geo. V, ch. III, en y ajoutant le lot No 51 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Claire, lequel lot sera détaché de la municipalité scolaire de Saint-Lazare. Le territoire ci-haut mentionné sera formé au point de vue scolaire de parties des municipalités scolaires de Saint-Gervais, de Saint-Lazare, de Saint-Anselme et de Sainte-Claire.

4219

1138-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 juillet 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté en date du 29 juin, 1915, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Rivière Croche, dans le comté de Champlain, les lots Nos 1 à 100 des rangs est et ouest du canton Langelier. Ces lots n'appartiennent à aucune municipalité scolaire.

4221

656-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by order in council bearing date the 29th June, 1915, to detach from the school municipality of Saint Michel de Rougemont, in the county of Rouville, the following lots of the official cadastre of the parish of Saint Michel de Rougemont, to wit:

Nos. 499 to 524 and 561 to 581, inclusively, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality, under the name of Saint Michel de Rougemont, village, the other part of the school municipality to be henceforth designated under the name of Saint Michel de Rougemont, parish.

4216

370-15

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased by order in council bearing date the 29th June, 1915, to divide the school municipality of the township of Loranger, county of Labelle, into two distinct school municipality to wit:

1. The school municipality of the township of Loranger to include in future, the whole of the territory comprised within the limits of the rural municipality of the village of Nominigüe, as erected by proclamation published in the *Quebec Official Gazette* of the 17th September, 1915.

2. The other part to form a distinct school municipality under the name of township of Loranger.

4218

1083-15.

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order-in Council, bearing date the 29th June, 1915, to erect into a distinct school municipality under the name of Honfleur, the whole of the territory comprised within the limits of the parish of Honfleur, in the county of Bellechasse, as erected by the Act 5 Geo. V, chap. 111, and in addition thereto the lot No. 51 of the official cadastre of the parish of Sainte Claire, said lot to be detached from the municipality of Saint-Lazare. The above mentioned territory will be made up for school purposes, of parts of the school municipalities of Saint Gervais, of Saint Lazare, of Saint Anselme and of Sainte Claire.

4220

1138-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor, has been pleased by order in council, bearing date the 29th June, 1915, to erect into a distinct school municipality under the name of "Rivière Croche", in the county of Champlain, the lots Nos 1 to 100 of the east and west ranges of the township of Langelier. The above lots form no part of any school municipality.

4222

Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 984. Dame Polly Fink, Demanderesse; vs Samuel Clark (*alias* Klulhovt), Défendeur.

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 984. Dame Polly Fink, Plaintiff; vs Samuel Clark (*alias* Klulhovt), Defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26 juin 1915.

TRITT & TRITT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 8 juillet 1915. 4145-29-5

Cour Supérieure. Province de Québec, District d'Iberville. Dame Marie Ménard, de la paroisse de Saint-Athanase, dit district d'Iberville, épouse commune en biens de Martin Quinn, cultivateur du même lieu, dûment autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite Cour.

P. A. CHASSE,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Jean, 18 juin 1915. 4211

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Bedford. No 9492. Dame Mary Louisa Bowker, épouse commune en biens de George Marston, Industriel, du township de Shefford, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit George Marston, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5ème jour de mai 1915.

C. A. NUTTING,
Procureur de la Demanderesse.
Sweetsburg, 5 Mai 1915. 3581-25-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1694. Dame Yetta Garfinkle, épouse commune en biens de Joseph Pfeffer, des cité et district de Montréal, marchand, et dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour Supérieure, le 27 mai 1915. Demanderesse; vs Joseph Pfeffer, des cité et district de Montréal, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 27 mai 1915.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
3653-25-2 Procureurs de la Demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1756. Dame Yetta Bogislansky, épouse commune en biens de Abraham Baranov, des cité et district de Montréal, marchand, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour supérieure, en date du 11 juin 1915, Demanderesse, vs Abraham Baranov, des cité et district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 16 juin 1915.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 29 juin 1915. 3957-27-2

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 1845. Marie-Louise Gagné, modiste des cité et district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur et dûment autorisée à ester en justice par l'un des Juges de la Cour supérieure, demanderesse; vs Joseph Francœur agent d'assurance des mêmes lieux, défendeur.

La demanderesse a intenté le 11 juin 1915, une action en séparation de biens contre le défendeur.

CINQMARS & CINQMARS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 28 juin 1915. 3929-27-5

An action in separation as to property was instituted in this case on the 26th June, 1915.

TRITT & TRITT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 8th July, 1915. 4146-29-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Iberville. Dame Marie Ménard, of the parish of Saint Athanase, said district of Iberville, wife common as to property of Martin Quinn, of the same place, farmer, duly authorized, has, this day, taken an action for separation as to property against her said husband, before said court.

P. A. CHASSE,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 18th June, 1915. 4212

Superior Court. Province of Quebec. District of Bedford. No 9492. Dame Mary Louisa Bowker, wife common as to property of Georges Marston, mechanic, of the township of Shefford, in the said district of Bedford, July authorised to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said George Marston, Defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this cause on the 5th day of May, 1915.

C. A. NUTTING,
Attorney for Plaintiff.
Sweetsburg, 5th May, 1915 3582-25-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1694. Dame Yetta Garfinkle, wife common as to property of Joseph Pfeffer, of the city and district of Montreal, merchant, and duly authorized to *ester en justice*, by judgment of the Superior Court, on 27th May, 1915, Plaintiff; vs Joseph Pfeffer, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant on 27th May, 1915.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
3654-25-2 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1756. Dame Yetta Bogislansky, wife common as to property of Abraham Baranov, of the city and district of Montreal, merchant, duly authorized to ester en justice by judgment of the Superior Court on 11th June, 1915, Plaintiff; vs Abraham Baranov, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant on June 16th, 1915.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 29th June, 1915. 3958-27-2

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 1845. Marie Louise Gagné, dressmaker, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the Defendant, and duly authorized to ester en justice, by one of the Judges of the Superior Court, Plaintiff; vs Joseph Francœur, Insurance agent, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant on the 11th June, 1915.

CINQMARS & CINQMARS,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 28th June, 1915. 3930-27-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 3498. Dame Evila Rivard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Blais, menuisier, du même lieu, Demanderesse; vs Joseph Blais, des cité et district de Montréal, Défendeur.

La demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur le sixième jour de mai, 1915.

LOUIS MASSON,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 22 mai 1915. 3579—25-5

Dans la Cour Supérieure. Province de Québec. District de Québec. No 1621. Dame Dorcina Ouimet, de Charlesbourg, épouse de Joseph Cyrias Duguay, entrepreneur et commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Cyrias Duguay, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le neuvième jour de juin 1915.

PLAMONDON & BEDARD,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 10 juin 1915. 3583—25-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1683. Dame Marie Hussen, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Goldstein, marchand du même endroit dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Samuel Goldstein, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour, instituée en cette cause, Montréal, 15 mai 1915.

LYON-W. JACOBS,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 15 Mai 1915. 3585—25-5

Cour Supérieure. Joliette. No 7130. Province de Québec. District de Joliette. Dame Albina Magnan, de la ville de Joliette, dit district, épouse de Honoré Duquette, ex-hôtelier, du même lieu, Demanderesse, vs Le dit Honoré Duquette, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en ce te cause le 12 avril 1915.

D. A. LAFORTUNE,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 11 juin 1915. 3619

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1760. Dame Donalda Rochon, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Ernest Vallée, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice a, ce jour, institué contre son dit mari, une action en séparation de corps et de biens d'avec lui.

DELORIMIER, GODIN & MORIER,
Avocats de Dame D. Rochon
Montréal, 12 juin 1915. 3815—26-5

Dans la Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Québec. No 2003. Dame Léontine Bélanger, épouse commune en biens de Uldéric Côté, menuisier, tous deux de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Uldéric Côté, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de juillet 1915.

GALIPEAULT, SAINT-LAURENT, ME-
TAYER & LAFERTE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 6 juillet 1915. 4115—28-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 3498. Dame Evila Rivard of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Blais, joiner, of the same place, Plaintiff; vs Joseph Blais, of the city and district of Montreal, Defendant.

The Plaintiff has instituted an action for separation as to property against the Defendants, on the sixth day of May, 1915.

LOUIS MASSON,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 22nd May, 1915. 3580—25-5

In the Superior Court. Province of Quebec. District of Quebec. No. 1621. Dame Dorcina Ouimet, of Charlesbourg, wife of Joseph Cyrias Duguay, contractor, and trader, of the same place duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Joseph Cyrias Duguay, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the ninth day of June, 1915.

PLAMONDON & BEDARD,
Attorneys for the Plaintiff.
Quebec, 10th June, 1915. 3584—25-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1683. Dame Marie Hussen, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Goldstein, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Samuel Goldstein, Defendant.

An action in separation as to property, has this day been instituted in this cause, Montreal, 15th, May, 1915.

LYON-W. JACOBS,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 15th May, 1915. 3586—25-5

Superior Court. Joliette. No. 7130. Province of Quebec. District of Joliette. Dame Albina Magnan, of the town of Joliette, said district, wife of Honoré Duquette, ex-hotel-keeper, of the same place, Plaintiff, vs the said Honoré Duquette, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th April, 1915.

D. A. LAFORTUNE,
Attorney for the Plaintiff.
Joliette, 11th June, 1915. 3620

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1760. Dame Donalda Rochon, of the city and district of Montreal wife common as to property of Ernest Vallée joiner, of the same place, duly authorize à *ester en justice*, has, this day, instituted, against her said husband, an action for separation as to bed and board.

DELORIMIER, GODIN & MORIER,
Attorneys for Dame D. Rochon.
Montreal, 12th June, 1915. 3816—26-5

In the Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Quebec. No. 2003. Dame Léontine Bélanger, wife common as to property of Ulric Côté, joiner, both of the city of Quebec, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Uldéric Côté, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the third day of July, 1915.

GALIPEAULT, SAINT LAURENT, ME-
TAYER & LAFERTE,
Attorneys for the Plaintiff.
Quebec, 6th July, 1915. 4116—28-2

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 276.

In re Médéric Martineau, "The Montreal Sales Co.", et "François Martineau, Enreg.", de Montréal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné, que le 2^{ième} jour de juillet 1915, par ordonnance de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens du dit Médéric Martineau, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre les mains des soussignés dans les trente jours de cet avis.

GEO. GONTHIER,
H. E. MIDGLEY,
Curateurs conjoints.

Bureau de Gonthier & Midgley,
Comptables-Auditeurs,
103 Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 5 juillet 1915. 4143

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re J. A. Lefebvre, Failli; et Alexandre Desmar-teau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que j'ai été, par ordre de cette Cour, le 6^{ième} jour de juillet 1915, nommé curateur aux biens du sus-dit.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre Dame Est, Montréal.
Montréal, 8 juillet 1915. 4147

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re J. B. P. Raby, Failli; et Alexandre Desmar-teau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que j'ai été, par ordre de cette Cour, le 7^{ième} jour de juillet 1915, nommé curateur aux biens du sus-dit.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 8 juillet 1915. 4149

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 117-457.

In re I. Rabinovitch & M. Broomberg, "The Auto Clothing Store", Montréal, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré en la susdite affaire, lequel sera sujet à contestation jusqu'au 26 août 1915. Après cette date, ce dividende sera payable à notre bureau.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92, rue Notre-Dame-Est,
Montréal, Qué., 8 juillet 1915. 4155

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No 276.

In re Médéric Martineau, "The Montreal Sales Co.", and "François Martineau Regd", of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 2nd day of July, 1915, by order of the Court, the undersigned were appointed joint curators to the property of the said Mederic Martineau, who has made a judicial abandonment of his property, for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with the undersigned within thirty days from this notice.

GEO. GONTHIER,
H. E. MIDGLEY,
Joint Curators.

Office of Gonthier & Midgley,
Accountants and Auditors,
103 Saint François Xavier street, Montreal,
Montreal, 5th July, 1915. 4144

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re J. A. Lefebvre, Insolvent; and Alexandre Desmar-teau, Curateur.

Notice is hereby given that by an order of this Court, I was, on the 6th day of July, 1915, appointed curator to the property of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed at my office, within 30 days.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No 60, Notre Dame street east, Montreal.
Montreal, 8th July, 1915. 4148

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re J. B. P. Raby, Insolvent; and Alexandre Desmar-teau, Curator.

Notice is hereby given that by an order of this Court, I was, on the 7th day of July, 1915, appointed curator to the property of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed at my office, within 30 days.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street east, Montreal.
Montreal, 8th July, 1915. 4150

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 117-457.

In re I. Rabinovitch & M. Broomberg, "The Auto Clothing Store", Montreal, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in the above matter, which is open to objection until the 26th day of August, 1915, after which date this dividend will be payable at our office.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre Dame street east.
Montreal, Que., 8th July, 1915. 4156

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Mary Ann Cummings, Montréal,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que la susdite insolvable, a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, à Montréal.

ALEXANDER BURNETT,
Gardien provisoire subrogé.

Montréal, 7 juillet 1915. 4151

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re "Sovereign Line Works", Insolvable.

Avis est par les présentes donné que les dits insolvable, ont, ce jour, fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub.-Gardiens-Prov.

55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 8 juillet 1915. 4153

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.

In re Armand Boisseau, de Saint-Hyacinthe, curateur; et Antony Gélinas, commerçant, de Saint-Hyacinthe, Failli.

Le soussigné donne par les présentes avis que par sentence rendue par la Cour supérieure, le huit juillet courant par la ciité de Saint-Hyacinthe, il a été nommé curateur à la faillite ci-dessus.

Les créanciers devront produire leurs réclamations sous trente jours.

ARMAND BOISSEAU,
Curateur.

Saint-Hyacinthe, 10 juillet 1915. 4157

District de Québec.

Dans l'affaire de Bérubé & Lafond, entrepreneurs-menusiers, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 27 juillet 1915.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 28 juillet 1915.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre,
Québec, le 9 juillet 1915. 4159

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Ottawa,
No 4031.

Dans l'affaire de Sarkis Tabah, Buckingham, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que, par une ordonnance de la Cour Supérieure en date du 17 juin 1915, les soussignés ont été nommés curateurs à la succession du susdit insolvable.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans les trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
92 rue Notre-Dame-Est,
Montréal, Qué., 12 juillet 1915. 4171

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Mary Ann Cummings, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the Prothonotary's office in Montreal, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

ALEXANDER BURNETT,
Deputy Provisional Guardian.

Montreal, 7th July, 1915. 4152

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re "Sovereign Line Works", Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made a judicial assignment of all their property for the benefit of their creditors.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. Prov. Guardians.

55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 9th July, 1915. 4154

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe.

In re Armand Boisseau, of Saint Hyacinthe, curator; and Antony Gélinas, trader, of Saint Hyacinthe, Insolvent.

The undersigned hereby gives notice that, by a judgment of the Superior Court, rendered on the eighth July instant, in the city of Saint Hyacinthe, he was appointed curator to the above estate.

Creditors must file their claims within thirty days.

ARMAND BOISSEAU,
Curator.

Saint Hyacinthe, 10th July, 1915. 4158

District of Quebec,

In the matter of Bérubé & Lafond, joiners, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 27th July, 1915.

This dividend will be payable at our office on or after the 28th July, 1915.

BEDARD & BELANGER,
Joint Curators.

Office: 101, Saint Peter street,
Quebec, 9th July, 1915. 4160

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Ottawa,
No. 4031.

In re Sarkis Tabah, Buckingham, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 17th day of June, 1915, the undersigned have been appointed curators to the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
92, Notre Dame street east,
Montreal, Que., 12th July, 1915. 4172

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 302.

Dans l'affaire de Nassif Ajalli & Salim Ajalli,
"Ajalli Bros", Montréal, Qué., Insolubles.

Avis est par le présent donné que les susdits insolubles ont, ce septième jour de juillet 1915, fait un abandon judiciaire de leurs biens au bénéfice de leurs créanciers, au bureau du Prothonotaire de la Cour Supérieure, du district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Gardien provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92, Notre-Dame-Est,
Montréal, Qué., 10 juin 1915. 4173

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette.

Dans l'affaire de Sophie Béliveau, Saint-Gabriel
de Brandon, Qué.

Avis est par le présent donné que le 9 juillet 1915, par un ordre de la Cour supérieure, j'ai été nommé curateur dans cette affaire.

Toutes les réclamations dûment attestées doivent être produites entre mes mains sous trente jours de cette date.

J. A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureaux de Kent & Turcotte,
Montréal. 4175

Cour Supérieure.

No 228.

Dans l'affaire "Goodchild & Co", Saint-Lambert,
Qué., Insoluble.

Avis est par les présentes donné qu'une troisième et dernière feuille de dividende de cinq pour cent a été préparé dans cette affaire, ouverte aux objections jusqu'au 26 juillet 1915, après laquelle date les dividendes seront payables aux bureaux de Robert Miller & Co., comptables licenciés, bâtisse de la banque de Québec, Montréal.

ROBERT MILLER, C. A.,
Curateur.

Montréal, 10 juillet 1915. 4177

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois,
No 177.

In re J. Arthur Meloche, de Saint-Timothée,
Débiteur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et est sujet à objection jusqu'au 14 août 1915, date après laquelle il sera payable à mon bureau, en la cité de Valleyfield.

J. R. LAPOINTE,
Curateur.

Valleyfield, 9 juillet 1915. 4201

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.

In re F. X. Lefebvre et al., (Lefebvre & Bonin),
Insolubles.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 2 août 1915. Après cette date, toutes les réclamations et sommes d'argent colloquées sur icelui seront payables à mon bureau, 125 rue Wellington, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH, L. I. A.,
Curateur.

Sherbrooke, Qué., 15 juillet 1915. 4203

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 302.

In re Nassif Ajalli & Salim Ajalli, "Ajalli Bros",
Montreal, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents have this 7th day of July, 1915, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their Creditors, at the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Prov. Guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92, Notre Dame street east.
Montreal, Que., 10th June, 1915. 4174

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette.

In the matter of Sophie Béliveau, Saint Gabriel
de Brandon, Que.,

Notice is hereby given that on the 9th July, 1915, by an order of the Superior Court, I was duly appointed curator to the above named estate.

Claims duly attested must be filed with me within thirty days from this date.

J. A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
Montreal. 4176

Superior Court.

No. 228.

In the matter of "Goodchild & Co., Saint Lambert, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that a third and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until 26th July, 1915, after which date dividend will be payable at the office of Robert Miller & Co., chartered accountants, Quebec Bank Building, Montreal.

ROBERT MILLER, C. A.,
Curator.

Montreal, 10th July, 1915. 4178

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois,
No. 177.

In re J. Arthur Meloche, of Saint Timothée,
Debtor.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 14th August, 1915, after which date said dividend will be payable at my office, in the city of Valleyfield.

J. R. LAPOINTE,
Curator.

Valleyfield, 9th July, 1915. 4202

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.

In re F. X. Lefebvre et al., (Lefebvre & Bonin),
Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the second day of August, 1915, after which date all claims and amounts collocated thereon will be payable at my office 125 Wellington street, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH, L. I. A.,
Curator.

Sherbrooke, Que., 15th July, 1915. 4204

19 JUL 1915

19 JUL 1915

Cour Supérieure
Province de Québec,
District de Montréal.
No 189.

In re Stanislas Leveillé, Montréal, Qué.,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à contestation jusqu'au 30 juillet 1915, après quelle date, ce dividende sera payable à mon bureau.

JOS. BEAUMONT,
Curateur.

Bureau: 3 Notre-Dame Est.
Montréal, Qué., 7 juillet 1915. 4207

Re Jos. E. Paquet, de Lauzon, marchand,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende fi été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 31 juillet, et sera payable le ou après le 2 août 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs conjoints.

Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 13 juillet 1915. 4209

Avis

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie des Tramways de Montréal, aura lieu aux bureaux de la compagnie Street Railway Chambers, 78 rue Craig ouest, à midi, jeudi, le 3 août 1915.

Les livres de transport seront fermés du 14 juillet au 2 août, ces deux journées inclusivement.

Par ordre du Bureau de direction.

PATRICK DUBE,
Secrétaire-trésorier.

29 juin 1915. 3959—27-4

Ordre de Cour

Cour Supérieure.
No 389.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.

Le trentième jour de juin 1915.

Présent: Sa Seigneurie M. le Juge Globensky.
Achille A. Jacques, du canton de Garthby, district de Saint-François, marchand; Demandeur; vs Georges Carreau, de Ham-Sud, district de Saint-François, Défendeur; et Dame Marie Louise McArthur et Henri Pépin, tous deux commerçants de la ville d'Arthabaska, et y faisant affaires en société sous la raison sociale de "L. O. Pépin & Fils", Opposants.

La Cour, sur motion du demandeur alléguant ce qui suit:

Attendu que dans l'opposition afin de conserver produite par l'opposant en cette cause il y a l'allégation de déconfitures du défendeur et que

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal.
No 189.

In re Stanislas Leveillé, Montréal, Qué.,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which is open to objection until the 30th July, 1915, after which date this dividend will be payable at my office.

JOS. BEAUMONT,
Curator.

Office: 3 Notre-Dame East.
Montréal, Qué., 7th July, 1915. 4208

Re Jos. E. Paquet, of Lauzon, merchant,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter and will be subject to objection until 31st July, 1915, and will be payable at our office on or after 2nd August, 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint curators.

Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 13th July, 1915. 4210

Notice

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

ANNUAL GENERAL MEETING.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Shareholders of the Montreal Tramways Company; will be held at the Company's offices, Street Railway Chambers, 78 Craig Street West, at twelve o'clock noon, on Tuesday the 3rd day of August, 1915.

The transfer books will be closed from the 14th day of July to the 2nd day of August, both days inclusive.

By order of the Board.

PATRICK DUBE
Secretary Treasurer.

June 29th 1915. 3950—27-4

Order of the Court

Superior Court.
No. 389.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.

The thirtieth day of June, 1915.

Present: The Honourable Justice Globensky.
Achille A. Jacques, of the township of Garthby, district of Saint Francis, merchant, Plaintiff; vs Georges Carreau, of South Ham, district of Saint Francis, Defendant and Dame Marie Louise McArthur and Henri Pepin, both traders of the town of Arthabaska, and there carrying on business in partnership under the firm name of "L. O. Pepin & Fils" Opposants. The Court, upon the motion of the Plaintiff alleging the following:

Whereas in the opposition for payment filed by the opposant in this cause, the insolvency of the Defendant is alleged and that consequently

les créanciers du défendeur doivent être appelés suivant la loi, par publication d'un ordre du juge dans la *Gazette Officielle de Québec*, leur enjoignant de produire leur réclamation sous 15 jours de la date de la première insertion, pour qu'ils soient colloqués sur le produit de la vente faite contre le défendeur en vertu du bref d'exécution *Fieri Facias de Bonis*, émané en cette cause;

Accorde la dite motion et ordonne que les créanciers du défendeur qui n'auraient pas encore produit leur réclamation soient appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Sherbrooke, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

ARTHUR GLOBENSKY,
J.C.S.

Vraie Copie,
P. HACKETT, D. P. C. S. 4015—28-2

Cour Supérieure.
No 7183.

Province de Québec,
District de Joliette.

Joseph Ducharme, Demandeur; vs Arthur Gilbert dit Comtois, Défendeur; et Dame Sara Sylvestre, Opposante.

Le troisième jour de juillet 1915, sur ordre de l'honorable juge F. O. Dugas, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Arthur Gilbert dit Comtois, de la paroisse de Saint-Jean de Matha, Défendeur, les créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour ce district, à Joliette dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile

DUCHARME & RIVEST,
P.C.S. 4105—28-2

Vente de Faillite

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS
Cour Supérieure.
No 999.

Province de Québec,
District de Québec.

In re Gagnon, Garant, Ltée., épiciers en gros, Québec, En liquidation.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le 28 JUILLET 1915, à 11 heures a. m., sera vendu à mon bureau, 44 et 46 rue Dalhousie, Québec, les immeubles ci-après décrits, savoir:

Un lot de terrain situé en la paroisse de Saint-Roch de Québec, formant le coin nord-est, des rues Grant et Saint-Valier, contenant soixante-sept pieds et neuf pouces de front rue Saint-Valier sur soixante-huit pieds et huit pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise et portant le numéro mil huit cent soixante-onze (1871) du cadastre officiel du quartier Jacques-Quartier, de la dite cité de Québec,—avec une maison en pierre et une maison en brique, dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$48.00 payable aux héritiers d'Edouard Joseph DeBlois.

Un autre lot de terrain contigu au précédent, du côté est et compris entre la rue Saint-Valier, au sud et la rue Baronne au nord, mesurant

the creditors of said defendant, must be called upon according to law, by the publication of an order of a judge in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims, within 15 days from the date of the first insertion of said order, so as to be collocated on the proceeds of the sale made against the defendant, in and by virtue of a writ of *Fieri Facias de Bonis*, issued in this cause.

Doth grant the said motion and doth order that the creditors of the defendant who have not yet filed their claims, be called upon to file same in this cause at the office of the Prothonotary of this district, at Sherbrooke, within fifteen days from the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

ARTHUR GLOBENSKY,
J. S. C.

A true copy,
P. HACKETT, D. P. C. S. 4016—28-2

Superior Court.
No. 7183.

Province of Quebec,
District of Joliette.

Joseph Ducharme, Plaintiff; vs Arthur Gilbert dit Comtois, Defendant and Dame Sara Sylvestre, Opposant.

The third day of July, 1915, upon the order of the Honourable Justice F. O. Dugas, rendered this day, seeing the allegation of the insolvency of said Arthur Gilbert dit Comtois, of the parish of Saint Jean de Matha, Defendant, the creditors of said defendant who have not yet filed their claims, are now called upon to file same in this cause, at the office of the Prothonotary of the Superior Court, for this district at Joliette, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

DUCHARME & RIVEST,
P.S.C. 4106—28-2

Insolvent Sale

UNDER THE WINDING-UP ACT
Superior Court.
No. 999.

Province of Quebec,
District of Quebec.

In re Gagnon, Garant Ltée., wholesale grocers, Québec, In liquidation.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, 28th JULY, 1915, at 11 o'clock a. m.: will be sold at my office, 44 and 46 Dalhousie street, Québec, the immoveable properties described below, as follows:

A lot of land situated in the parish of Saint Roch of Québec, being north east corner of Grant and Saint Valier streets, containing sixty seven feet and nine inches fronting Saint Valier street by sixty eight feet and eight inches in depth, more or less, english measure, and being number one thousand eight hundred and seventy one (1871) upon the official plan and book of references in Jacques-Cartier ward, in the said city of Québec,—with a stone house and a brick house, thereon erected, and other buildings and dependencies. Subject to an annual rent of \$48.00 payable to the heirs of Edouard Joseph DeBlois.

Another lot of land contiguous to the preceding one on the east side, contained between Saint Valier street to the south and Baronne street to

environ quarante-deux pieds et six pouces de front, sur la rue Baronne, à peu près cent trente-trois pieds de profondeur, et six mille deux cents six pieds en superficie, le tout plus ou moins, et portant aujourd'hui les numéros mil huit cent cinquante sept A (1857 A) et mil huit cent cinquante-sept B (1857 B) du cadastre officiel du quartier de Jacques-Cartier, de la dite cité de Québec. Sujet à une rente annuelle de \$6.00 payable à Mlle Hélène Roy; une rente annuelle de \$3.92 à Mlle Marie Roy; une autre de \$16.80 à M. Thomas Etienne Roy, aussi une rente de \$3.00 payable à Alfred Roy ou représentants.

Un lot de terre ou emplacement faisant le coin sud-est des rues Grant et Baronne, et portant le numéro dix-huit cent cinquante-six (1856) du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la dite cité de Québec—avec hangar dessus construit et dépendances.

Les dits lots étant tous contigus et reliés ensemble, devront être vendus ensemble, comme ne formant qu'une seule et même propriété.

Conditions de paiement: argent comptant.

J. P. E. GAGNON,
Liquidateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 30 juin 1915.

3991—27—4

the north, measuring about forty two feet and six inches in front on Baronne street, about one hundred and thirty three feet in depth, and six thousand two hundred six feet in surface, the whole more or less, and bearing to-day the numbers one thousand eight hundred and fifty seven A (1857 A) and one thousand eight hundred and fifty seven B (1857 B) of the official plan and book of reference of Jacques Cartier ward of the said city of Quebec. Subject to an annual rent of \$6.00 payable to Miss Helen Roy; an annual rent of \$3.92 to Miss Marie Roy; another one of \$16.80 to Mr. Thomas Etienne Roy, also one of \$3.00 payable to Alfred Roy or representatives.

One lot of land or emplacement being south east corner of Grant and Baronne streets, and bearing the number eighteen hundred and fifty six of the official plan and book of reference of Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec—with shed thereon erected, and dependencies.

Thes said lots being all contiguous and bound together must be sold as one single property.

Terms of payment: cash.

J. P. E. GAGNON,
Liquidator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Building.
Quebec, 30th June, 1915.

3992—27—4

Vente par Licitation

Cour Supérieure—Beauce

No 278.

T. Beaudoin, Demandeur; vs Mary Magdalen Pozer *et al.*, Défendeurs; et T. Beaudoin, Demandeur en reprise d'instance; vs Dame Barbara Johanna Pozer, Défenderesse en reprise d'instance.

Avais été donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Saint-Joseph en le district de Beauce, le 19 juin 1915, dans une cause dans laquelle Théophile Beaudoin, marchand, de Broughton Station, district de Beauce, était demandeur, contre Delle Mary Magdalen Pozer, de la ville de Montcalm, près de Québec, district de Québec, et William Henry Hall, ci-devant du canton de Broughton, en le district de Beauce, actuellement de lieux inconnus, ou ses héritiers, Lucretia Mary Cowan, épouse de Henry Walmsley Welch, et ce dernier mis en cause, pour l'assister et l'autoriser, Lucretia Hall, veuve de feu Francis Austim, Eleonore Elisabeth Ahern, épouse de George Henry Macaulay, et ce dernier mis en cause pour l'assister et l'autoriser, Edward Henry Ahern, John Thomas Ahern, Benjamin Hall Ahern, George Urquhart Ahern, Eleonor Elisabeth Hall, épouse de Hiram Newton Warren, et ce dernier mis en cause pour l'assister et l'autoriser, Caroline Louisa Hall, épouse de Henry L. Purdy, et ce dernier mis en cause pour l'assister et l'autoriser, William Delamey Hall, George Augustun Hall, Henry Freeborne Berlingham et Dame Sara Maria Hall, son épouse, Edward Henry Hall, Mary Jane Hall, épouse de Théodore Alascolos, et ce dernier mis en cause, pour l'assister et l'autoriser, Charles Henry Juncken Hall, Hammond Cowen Hall, tous de lieux inconnus, Henriette Charlotte Ahern, épouse de David Rattray, et ce dernier mis en cause pour l'assister et l'autoriser, tous deux de la cité de Québec, et George Fredway Hall, de Lennoxville, district de Saint-François, défendeurs, dans laquelle cause il y a eu une reprise d'instance de la part du demandeur contre Dame Barbara Johanna Pozer, veuve de feu Charles

Licitation Sale

Superior Court.—Beauce.

No. 278.

T. Beaudoin, Plaintiff; vs Mary Magdalen Pozer *et al.*, Defendant; et T. Beaudoin, Plaintiff, in continuance of suit; vs Dame Barbara Johanna Pozer, Defendant in continuance of suit.

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint Joseph, in the district of Beauce, on the 19th June, 1915, in a cause wherein Theophile Beaudoin, was Plaintiff, against Miss Mary Magdalen Pozer, of the town of Montcalm, near Quebec city, district of Quebec, and William Henry Hall, heretofore of the township of Broughton, in the district of Beauce, now of unknown parts, or his heirs, Lucretia Mary Cowan, wife of Henry Walmsley Welch and the latter *mis en cause*, to assist and authorize his said wife, Lucretia Hall, widow of the late Francis Austin, Eleonor Elisabeth Ahern, wife of George Henry MacAuley, and the latter *mis en cause*, to assist and authorize his said wife, Edward Henry Ahern, John Thomas Ahern, Benjamin Hall Ahern, George Urquhart Ahern, Eleonor Elisabeth Hall, wife of Hiram Newton Warren, and the latter *mis en cause*, to assist and authorize his said wife, Caroline Louisa Hall, wife of Henry L. Purdy, and the latter *mis en cause*, to assist and authorize his said wife, William Delamey Hall, George Augustun Hall, Henry Freeborne Berlingham and Dame Sara Maria Hall, his wife Edward Henry Hall, Mary Jane Hall, wife of Theodore Alascolees, and the latter *mis en cause*, to assist and authorize his said wife, Charles Henry Juncken Hall, Hammond Gowen Hall, all of unknown parts, Henriette Charlotte Ahern, wife of David Rattray, and the latter *mis en cause*, to assist and authorize his said wife, both of the city of Quebec, and George Fredway Hall, of Lennoxville, district of Saint-François, were defendants, in which case there was a continuance of suit by the plaintiff against Dame Barbara Johanna Pozer, widow of the late

Brown Langlois, de Montcalmville, de Québec, district de Québec, à la suite du décès de l'une des défenderesses principales, Dame Mary Magdalen Pozer, le dit jugement ordonnant la licitation de certains droits mineurs qu'il y a ou peut avoir dans et sur un certain immeuble désigné comme suit, savoir: Les droits miniers, autres que ceux d'or et d'argent réservés à la Couronne dans l'immeuble suivant, savoir: La demie nord-ouest de la demie sud-est du lot No 13 de l'ancienne division pour le dixième rang du canton de Broughton, Beauce, maintenant connue sous le No 13c du cadastre du dit rang.

Les dits droits miniers ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZE SEPTEMBRE 1915, à DIX heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, Saint-Joseph, Beauce, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposés au greffe du protonotaire de la Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PACAUD & MORIN,
Procureurs du demandeur.
Saint-Joseph, Beauce, 2 juillet 1915.
4077-28-2

Charles Brown Langlois, of Montcalmville, of Quebec, district of Quebec, after the death of one of the principal defendants Dame Mary Magdalen Pozer, the said judgment ordering the licitation of certain mining rights existing or which may exist on or upon a certain immoveable described as follows, to wit: The mining rights, with the exception of gold and silver which are reserved to the Crown, in the following immoveable, to wit: The north west half of the south east half of the lot No. 13 of the original division of the tenth range of the township of Broughton Beauce, now known under the number 13c of the cadastre of said range.

The said mining rights hereinabove described shall be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH SEPTEMBER, 1915, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the Court House, at Saint Joseph, Beauce, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said Court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of said Court twelve days at least before the day fixed, as aforesaid, for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six day next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from the right of so doing.

PACAUD & MORIN,
Attorneys for the Plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 2nd July, 1915.
4078-28-2

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit.—Lambton, District de Beauce.
Beauce, à savoir: } JOHNNY TURGEON,
No 2226. } Demandeur; contre
JOSEPH RODRIGUE, Défendeur.

Tous les droits de possession, de préemption, travaux de défrichement, améliorations et tous droits réels quelconques appartenant au défendeur, dans et sur le lot de terre numéro onze B (11-B), au cadastre officiel pour le dix-septième rang du canton de Risborough, contenant cent huit acres environ en superficie—avec une maison dessus construite et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 22 juin 1915.
3773-26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—Lambton, District of Beauce.
Beauce, to wit: } JOHNNY TURGEON,
No. 2226. } Plaintiff; against
JOSEPH RODRIGUE, Defendant.

All the rights of ownership and preemption, clearing work improvements and other real rights whatsoever belonging to the defendant in and upon the lot of land number eleven B (11-B), of the official cadastre for the seventeenth range of the township of Risborough, containing about one hundred and eight acres in superficies—with a house thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ludger, on the TWENTY SEVENTH day of JULY next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint-Joseph, Beauce, 22nd June, 1915.
3774-26-2
[First published, 26th June, 1915.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

District de Bedford. } **CHARLES A. NUT-**
No 9490. } **TING, Demandeur;**
contre les meubles et effets les terres et tenements
de "BROME COUNTY ASBESTOS DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED".

Saisis en exécution comme appartenant à la dite défenderesse:

L'emplacement situé dans le canton de Bolton, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan officiel et livre de renvoi pour le dit canton de Bolton, sous les numéros de cadastre sept cent trente-un (731) et sept cent trente-deux (732), comprenant autrefois tout le lot numéro onze dans le septième rang, du dit canton, de la contenance qu'il peut avoir,—avec toutes les améliorations y dessus.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond (ainsi désigné) le TRENTE-UNIE-ME jour de JUILLET prochain 1915, à la DIXIEME heure de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 22 juin 1915. 3789—26-2
[Première publication, 26 Juin 1915.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

District of Bedford. } **CHARLES A. NUT-**
No. 9490. } **TING, Plaintiff;**
against the goods and chattels, lands and tenements of "BROME COUNTY ASBESTOS DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED",
Taken in execution as belonging to the said Defendant:

That certain piece of land situated in the township of Bolton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Bolton, as cadastral lots numbers, seven hundred and thirty one (731) and seven hundred and thirty two (732), formerly comprising the whole of lot number eleven, in the seventh range of said township, containing what they may—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond (so called) on the THIRTY FIRST day of JULY next, 1915, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 22nd June, 1915. 3790—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Dans la Cour Supérieure pour le district de Beauce.

Canada, } **THE SAINT VIC-**
Province de Québec, } **TOR LUMBER**
District de Gaspé, } **CO., de Saint-**
Comté de Bonaventure } **Joseph de Beauce,**
No 2073. } **Demanderesse; vs**

JOSEPH POULIN ET AL., Défendeurs.

Saisis comme appartenant à la dite demanderesse:

La concession forestière connu sous le nom de "Beaver Brook", à partir de un mille de l'embouchure du dit Beaver Brook, de là, en montant, le cours général du dit ruisseau sur un parcours de quatre milles, par un demi-mille en profondeur de chaque côté, formant une étendue de quatre milles carrés, plus ou moins, sans interférence, laquelle concession est située dans l'agence de Matapédia, dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, le tout sujet aux droits, lois et règlements du Département des Terres et Forêts de la province de Québec.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Laurent de Matapédia, dans le dit comté Bonaventure, JEUDI, le CINQUIEME jour d'AOUT, en l'an de notre Seigneur, mille neuf cent quinze, à ONZE heures de l'avant-midi.

W.-M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.
New-Carlisle, 19 Juin, 1915. 3861—26-2
[Première publication, 26 Juin 1915.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
In the Superior Court for the district of Beauce

Canada, } **THE SAINT VIC-**
Province of Quebec, } **TOR LUMBER**
District of Gaspé, } **CO., of Saint Joseph**
County of Bonaventure. } **de Beauce; Plaintiff;**
No. 2073. } **against JOSEPH**

POULIN ET AL., Defendants.

Seized as belonging to the said Plaintiff:

The forest limit known as Beaver Brook, starting at one mile from the mouth of the said Beaver Brook, thence, ascending said Brook four miles on its general course, by half a mile in depth on both sides, forming an area of four square miles, more or less, not to interfere, which limit is situated in the Agency of Matapédia, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, subject to all the rights, rules and regulations of the Lands and Forest Department of the province of Quebec.

To be sold at the parochial church door of Saint Laurent de Matapédia, in the said county of Bonaventure, on THURSDAY, the FIFTH day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, at the hour of ELEVEN, in the forenoon.

W.-M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Shérif.
New-Carlisle, 19th June, 1915. 3862—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } **THE BANK OF BRITISH NORTH AMERICA**, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la cité de Montréal, Demanderesse; contre **CAMILLE CHARPENTIER**, de la paroisse de l'Epiphanie, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le deux mars, mil neuf cent quinze, à la porte de l'église de la paroisse de l'Epiphanie, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de l'Epiphanie, MARDI, le TREIZIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent quinze, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 22 juin 1915. 3863—26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } **JOSEPH DUCHARME**, fils Théo., cultivateur, de Saint-Jean de Matha, Demandeur; contre **ARTHUR GILBERT dit COMTOIS**, cultivateur, de Saint-Jean de Matha, Défendeur.

1. Une terre faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-neuf du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean de Matha, de trois arpents de largeur sur vingt de profondeur, plus ou moins; borné par un bout au chemin de front, par l'autre au No 390, d'un côté au No 395 et de l'autre à l'autre partie du dit lot No 389.

2. Une terre connue au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean de Matha, sous le numéro trois cent quatre-vingt-quinze, ayant deux arpents de largeur sur trente-trois et demi de profondeur—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean de Matha, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent quinze, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 22 juin 1915. 3865—26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

District de Kamouraska. } **PLACIDE BOURDAGES**, Demandeur; vs **ELIZABETH SEATON ET AL.**, Défendeurs.

Un emplacement consistant en un emplacement situé sur l'Avenue de l'Hôtel-de-Ville, en la cité

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } **THE BANK OF BRITISH NORTH AMERICA**, a body politic and corporate, having a branch office, in the city of Montreal, Plaintiff's; against **CAMILLE CHARPENTIER**, of the parish of l'Epiphanie, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized on this case, formerly announced to take place, in the second day of March, 1915, at ten o'clock in the forenoon, at the door of the parochial church of l'Epiphanie, will take place at the church door of the parish of l'Epiphanie, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of JULY, 1915, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 22nd June, 1915. 3864—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } **JOSEPH DUCHARME**, son of Théo., farmer, of Saint Jean de Matha, Plaintiff; against **ARTHUR GILBERT dit COMTOIS**, farmer, of Saint Jean de Matha, Defendant.

1. A land forming part of the lot number three hundred and eighty-nine of the official cadastre of the parish of Saint Jean de Matha, of three arpents in width by twenty arpents in depth, more or less; bounded at one end by the front road, at the other end by the No. 390, on one side by the No. 395 and on the other side by the other part of said lot No. 389.

2. Another land known on the official cadastre for the parish of Saint Jean de Matha, under the number three hundred and ninety five, measuring two arpents in width by thirty three arpents and a half in depth—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean de Matha, on the TWENTY EIGHTH day of JULY, one thousand nine hundred and fifteen, at ONE o'clock, in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 22nd June, 1915. 3866—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

District of Kamouraska. } **PLACIDE BOURDAGES**, Plaintiff; vs **ELIZABETH SEATON ET AL.**, Defendants.

An emplacement consisting of a parcel of land situate on Hôtel-de-Ville Avenue, in the city

de Fraserville, et portant le No 340 du cadastre de la dite cité—avec maison et hangar dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Fraserville, comté de Témiscouata, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. O. GIRARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 13 juillet 1915. 4169—29-2
[Première publication, 17 Juillet, 1915.]

Ventes par le Shérif—Montcalm

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA BANQUE D'HON-
No 9913. } CHELAGA, Mont-
réal, Demanderesse; vs ZOTIQUE GAGNE, du
village de Mont-Laurier, district de Montcalm,
Défendeur.

Un lopin de terre ou emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-trois du premier rang du canton Campbell, division d'enregistrement du comté de Labelle, mesurant cinquante neuf pieds et trois pouces de largeur en front et cinquante-deux pieds et trois pouces en arrière par soixante pieds de profondeur; borné en front par une rue, en arrière par le terrain de Adélard Joly, d'un côté aussi par une rue, et de l'autre côté par le terrain de Napoléon Bélanger—avec maison en bois dessus érigée, laquelle maison est occupée par la Banque d'Hochelaga.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Fourvières, au village de Mont-Laurier, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,

Bureau du shérif, Shérif.
Mont-Laurier, 21 juin 1915. 3801—26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PAUL O. COULOMBE,
No 1836. } courtier d'immeubles
des cité et district de Montréal, Demandeur; vs
ADELARD BOURBONNAIS, beurrer, du villa-
ge de Nominigüe, district de Montcalm,
Défendeur.

1. Un lot de terre, subdivision No 35, 4ème rang, du canton Loranger, dans le village de Nominigüe, de soixante quinze pieds de large sur le chemin public qui le borne à l'ouest et quatre-vingt pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur sur la ligne du chemin de fer C. P. R. qui le borne au sud, et cent quinze pieds de profondeur dans la ligne nord où il est borné par une rue—avec deux maisons en bois dessus construites et dépendances;

2. Un lot faisant partie du numéro trente-cinq, cinquième rang, canton Loranger, dans le village de Nominigüe, partie du terrain dans le canton Loranger, de dix arpents de superficie plus ou moins; borné au nord par le Chemin de la Lièvre et à l'ouest par la rivière "Sawga", au sud par le lac Bourget, et à l'est, par un lot appartenant à Jos. Laroche—avec une beurrerie dessus construites,

of Fraserville, and bearing the No. 340 of the cadastre of the said city—with a house and shed thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Fraserville, county of Témiscouata, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Fraserville, 13th July, 1915. 4170—29-2
[First published, 17th July, 1915.]

Sheriff's Sales—Montcalm

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LA BANQUE D'HOCHE-
No. 9913. } LAGA, Montreal, Plaintiff;
vs ZOTIQUE GAGNE, of the village of Mont-
Laurier, in the district of Montcalm, Defendant.

That piece of land or emplacement being a part of lot known and designated as number twenty three in the first range of Campbell township, registration division of the county of Labelle, containing fifty nine feet and three inches in width in front and fifty two feet and three inches, in width in rear by sixty feet in depth; bounded in front by a street, in rear by the property of Adélard Joly, on one side, also by a street and in the other side, by the property of Napoléon Bélanger—with a wooden house thereon erected, said wooden house is occupied by the Hochelaga Bank.

To be sold at the Parochial church door of Notre-Dame de Fourvières, village of Mont-Laurier, on the TWENTY SEVENTH day of JULY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff's office, Sheriff.
Mont-Laurier, 21st June, 1915. 3802—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PAUL O. COULOMBE,
No. 1836. } real estate broker, of the
city and district of Montreal, Plaintiff; vs
ADELARD BOURBONNAIS, butter-maker, of
the village of Nominigüe, district of Montcalm,
Defendant.

1. A lot of land being subdivision No. 35, of the 4th range, of the township of Loranger, in the village of Nominigüe, of seventy five feet in width on the public road the western boundary, and eighty feet in width by one hundred and fifty feet in depth on the line of the C. P. R., the southern boundary, and one hundred and fifteen feet in depth on the north line, whereat it is bounded by a street—with two wooden houses thereon erected and dependencies.

2. A lot of land forming part of the lot number thirty five, fifth range, township of Loranger, in the village of Nominigüe, part thereof in the township of Loranger, of ten arpents in superficies more or less; bounded on the north by the "Chemin de la Lièvre" and on the west by the Sawga river, on the south by Lake Bourget, and on the east by a lot belonging to Jos. Laroche—

y compris un engin à vapeur de soixante-dix forces, une baratte "Simplex" No 6, un "babcock" "Le Facile" et fournitures, un bassin à Crème No 50, ainsi que divers autres accessoires et fournitures de beurrerie.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Ignace de Nominique, le TRENTIÈME et UNIÈME jour de JUILLET, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,

Bureau du shérif, Shérif.
Mont-Laurier, 21 Juin 1915. 3803-26-2
[Première publication, 26 Juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montcalm.

Mont-Laurier, à savoir: } **J. OVILA BOIS-
No 152. } VERT**, entrepre-
neur du village de Mont-Laurier, district de
Montcalm, Demandeur; vs GEDEON BER-
TRAND, du canton Wurtele, district de Mont-
calm, Défendeur.

1. Un lot de terre connu et désigné sous le
numéro 3 du premier rang, du canton Wurtele.

2. La partie nord du lot de terre connu et dési-
gné sous le numéro deux (2) du premier rang du dit
canton Wurtele, mesurant quatre-vingt-dix pieds
de largeur, plus ou moins, par toute la profondeur
du dit lot et tel qu'actuellement délimitée, bornée
au nord par le lot de terre en premier lieu ci-
dessus décrit, au sud par le reste du dit lot numéro
deux (2) d'un bout par la rivière du Lièvre et à
l'autre bout par partie du lot numéro deux du
deuxième rang du dit canton Wurtele—avec bâ-
tisses érigées sur les dits terrains.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Notre-Dame de Fourvières, au village de
Mont-Laurier, le VINGT-SEPTIÈME jour de
JUILLET prochain, 1915, à ONZE heures de
l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,

Bureau du shérif, Shérif.
Mont-Laurier, 21 juin 1915. 3805-26-2
[Première publication, 26 Juin 1915.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HYDE & SONS, LIM-
No 3793. } ITED**, corps politi-
que et dûment constitué en corporation ayant
son bureau chef et sa principale place d'affaires
en les cité et district de Montréal, Demanderesse;
vs JOSEPH ARTHUR GODIN, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Sher-
brooke, en la cité de Montréal, —avec maison
portant le No 65 rue Sherbrooke-ouest et ses
dépendances, connu et désigné le dit emplacement
comme étant une partie du lot numéro quatre-
vingt-dix-huit (P. 98), des plan et livre de renvoi
officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de
Montréal, mesurant, la dite partie de lot, vingt-six
pieds et trois pouces (26 pds et 3 pouces) en front
sur la rue Sherbrooke, vingt-cinq pieds sur la
ruelle en arrière, cent quinze dans la ligne laté-
rale nord-est et cent vingt-deux pieds et six pouces
dans la ligne latérale sud-ouest, le tout plus ou
moins, mesure anglaise, et borné comme suit : en

with a butter factory thereon erected including
a steam engine of seventy H. P. a churn "Simplex"
No. 6, a Babcock "Le Facile" and accessories, a
cream basin No. 50 and all other accessories and
equipment of a butter factory.

To be sold at the parochial church door of
Saint Ignace de Nominique, on the THIRTY
FIRST day of JULY, 1915, at TEN o'clock in
the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff's office, Shérif.
Mont-Laurier, 21st June, 1915. 3804-26-2
[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montcalm.

Mont-Laurier, to wit: } **J. OVILA BOISVERT,**
No. 152. } contractor of Mont
Laurier village, district of Montcalm, Plaintiff;
vs GEDEON BERTRAND, of Wurtele township
district of Montcalm. Defendant.

1. A piece of land known and designated as
number three (3) in the first range of Wurtele
township;

2. The north part of the lot of land known and
designated as number two (2) in the first range of
said Wurtele township, containing ninety feet in
width, more or less, by the whole depth of said
lot and as actually limited, bounded on the north
by lot of land firstly above described, on the
south by the remainder of said lot number two (2),
at one end, by Rivière du Lièvre and at the other
end by part of lot number two in the second range
of said Wurtele township—with buildings erected
upon said lands;

To be sold at the parochial church door of
Notre-Dame de Fourvières, Mont-Laurier village,
on the TWENTY SEVENTH day of JULY next,
1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff's office, Shérif.
Mont Laurier, 21st June, 1915. 3806-26-2
[First published, 26th June, 1915.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
under-mentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **HYDE & SONS, LIM-
No. 3793. } ITED**, a body politic
and corporate, having its head office and principal
place of business in the city ofn district of Mon-
treal, Plaintiff; vs JOSEPH ARTHUR GODIN,
Defendant.

An emplacement fronting on Sherbrooke street,
in the city of Montreal—with a house bearing
the No. 65, Sherbrooke street west and dependen-
cies thereon, the said emplacement being known
and designated as forming part of the lot number
ninety eight (Pt. 98) of the official plan and book
of reference of Saint Lawrence ward, in the city
of Montreal, and measuring, the said part of lot,
twenty six feet and three inches (26 ft and 3
inches) in front on Sherbrooke street, twenty five
feet in rear on the lane, one hundred and fifteen
feet on the north east lateral line and one hundred
and twenty two feet and six inches on the south
west lateral line, the whole more or less, english

front par la rue Sherbrooke, en arrière par une ruelle, d'un côté, au sud-ouest, par la partie du dit lot No 98, constituant le résidu du dit lot et de l'autre côté au nord-est par la partie du dit lot No 98, constituant le résidu nord-est du dit lot 98.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 13 juillet, 1915. 4205—29-2
[Première publication, 17 Juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIE LOUI-
No 2900. } SE FALARDEAU,
de la cité de Westmount, district de Montréal,
veuve de feu Fritz Cirkel, Demanderesse; contre
les terres et tènements des héritiers du dit
feu FRITZ CIRKEL et CHARLES B. FALAR-
DEAU, ès-qualité d'exécuteur testamentaire du
dit Fritz Cirkel, Défendeurs.

1. Tous droits, titres et intérêts que les dits héritiers pourraient avoir et posséder dans les constructions érigées sur ce lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros deux cent cinquante-sept et moitié nord-ouest du numéro deux cent cinquante-six de la subdivision officielle du numéro primitif cent soixante-trois (163-257 et $\frac{1}{2}$ n.-o. 256) et sujet à toutes réclamations, droit de propriété et autres droits de la "Canada Industrial Company (Limited)", laquelle compagnie est la propriétaire enregistrée et en possession du terrain nu du dit immeuble situé sur le Grand Boulevard, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, cité de Montréal;

2. Tous droits, titres et intérêts que les dits héritiers pourraient avoir et posséder dans les constructions érigées sur ce lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent cinquante-quatre de la subdivision officielle du numéro primitif cent soixante-trois (163-254) et sujet à toutes réclamations, droit de propriété et autres droits de la "Canada Industrial Company (Limited)", laquelle compagnie est la propriétaire enregistrée et en possession du terrain nu du dit immeuble, situé sur le Grand Boulevard, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 14 juillet 1915. 4231—29-2
[Première publication, 17 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS MERCILLE,
No 4640. } Demandeur; contre
les terres et tènements de WILLIAM H. CHEN-
NERY, Défendeur.

1. Une terre située et sise en la paroisse de Saint-Hubert, du côté nord-est du chemin de la Grande Ligne, de forme irrégulière, mesurant cinquante et un arpents, environ, en superficie, sans garantie de contenance précise, l'excédant ou déficit au bénéfice ou à la perte de l'acheteur, et connue et désignée sous le numéro cent cinquante-

measure, and bounded the said emplacement as follows: in front by Sherbrooke street, in rear by a lane, on one side, to the south west, by that part of said lot No. 98, constituting the residue of said lot and on the other side to the north east by that part of said lot No. 98, constituting the north east residue of said lot No. 98.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 13th July, 1915. 4206—29-2
[First published, 17th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARIE LOUI-
No. 2900. } SE FALARDEAU,
of the city of Westmount, district of Montreal,
widow of the late Fritz Cirkel, Plaintiff; against
the lands and tenements of the heirs of said
FRITZ CIRKEL and CHARLES B. FALAR-
DEAU, in his capacity of testamentary executor
of said Fritz Cirkel, Defendants.

1. All the rights, titles and interests which the said heirs may have and hold in the constructions erected upon that certain parcel of land known and designated upon the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the numbers two hundred and fifty seven and north west half of number two hundred and fifty six of the subdivision of the lot original number one hundred and sixty-three (163-257 and n. w. $\frac{1}{2}$ of 256), and subject to all claims, rights of ownership and other rights of the Canada Industrial Company (Limited), the said company being the registered owner and in possession of the land only on which said constructions are erected, said immovable being situated on Grand Boulevard, in Notre Dame de Grâce ward, city of Montreal.

2. All the rights, titles and interests which the said heirs may have and hold in the constructions erected upon that certain parcel of land known and designated upon the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and fifty four of the official subdivision of the lot original number one hundred and sixty three (163-254) and subject to all claims, rights of ownership and other rights of the Canada Industrial Company (Limited), the said company being the registered owner and in possession of the land only on which said constructions are erected, said immovable being situated on Grand Boulevard, in Notre Dame de Grâce ward, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 14th July, 1915. 4232—29-2
[First published, 17th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS MERCILLE,
No. 4640. } Plaintiff; against
the lands and tenements of WILLIAM H. CHEN-
NERY, Defendant.

1. A farm situate and lying in the parish of Saint Hubert, on the north east side of the Grande Ligne Road, of irregular shape, measuring fifty one arpents, or about, in superficial area, without any warranty as to precise measurement, the more or less to be to the benefit or loss of the purchaser, and known and designated under the

neuf (159) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly; bornée en avant par la chemin de la Grande Ligne, en arrière et du côté nord-ouest par la terre portant le numéro officiel 158, et de l'autre côté, au sud-est, par la terre numéro officiel 160—avec les bâtisses dessus construites.

2. Une terre située et sise en la paroisse de Saint-Hubert, du côté nord-est du chemin de la Grande Ligne, mesurant trois arpents en largeur par trente arpents en profondeur, plus ou moins et sans garantie de contenance précise, l'excédant ou le déficit devant être au bénéfice ou à la perte de l'acheteur, connue et désignée sous le numéro cent soixante (160), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly; bornée en avant par le chemin de la Grande Ligne, en arrière par la terre numéro officiel 158 et le chemin de fer du Vermont Central; du côté nord-ouest, par les lots numéros officiels 159 et 158, et de l'autre côté, au sud-est, par la terre numéro officiel 161—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 14 juillet 1915. 4233—29-2
[Première publication, 17 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Montréal, à savoir: } **THE TRUST AND**
No 76. } **LOAN COMPA-**

NY OF CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec en la cité et le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **HORMISDAS BENOIT**, Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Christophe Colomb, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent un de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-201), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites et avec usage de la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 14 juillet 1915. 4235—29-2
[Première publication, 17 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **LOUIS LACHANCE,**
No 806. } Demandeur; contre

les terres et tenements de **JOSEPH PAQUETTE**, Défendeur.

Tous les droits réels et immobiliers, actuels, futurs ou éventuels que le dit Défendeur a ou peut avoir dans un lot de terre situé dans le quartier Longue-Pointe, en la cité de Montréal; borné en front par la rue Vianney, ci-devant DeRocheblave, et originairement appelée rue Saint-Pierre, connu et désigné le dit lot de terre, sous le numéro quatre-vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro quatre cents (Nos 400-85) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—sans bâtisses.

number one hundred and fifty nine (159), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly; bounded in front by the Grande Ligne Road, in depth and on the north west side by the farm official number 158, and on the other side to the south east by the farm official No. 160—with the buildings thereon erected.

2. A farm situate and lying in the parish of Saint Hubert, on the north east side of Grande Ligne Road, measuring three arpents wide by thirty arpents depth more or less without any warranty as to precise measurement the more or the less to be to the benefit or loss of the purchaser, and known and designated under the number one hundred and sixty (160), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly; bounded in front by the Grande Ligne Road, in depth by the farm official No 158 and the Railway line of the Central Vermont, on the north west side by the lots official Nos 159 and 158, and on the other side to the south east, by the farm official No. 161—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Hubert, on the NINE-TEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 14th July, 1915. 4234—29-2
[First published, 17th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Montreal, to wit: } **THE TRUST AND**
No. 76. } **LOAN COMPA-**

NY OF CANADA, a body politic and corporate duly incorporated, having its chief place of business for the province of Quebec in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **HORMISDAS BENOIT**, Defendant.

A lot of land fronting on Christophe Colomb street, in the city of Montreal, known and designated under the number two hundred and one of the subdivision of the lot original number four hundred and eighty-eight (488-201), upon the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with the buildings thereon erected and with the use of the lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 14th July, 1915. 4236—29-2
[First published, 17th July, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **LOUIS LACHANCE,**
No. 806. } Plaintiff; against the

lands and tenements of **JOSEPH PAQUETTE**, Defendant.

All the real and immoveable, actual, future or contingent rights which the said Defendant holds or may hold in a lot of land situate in Longue-Pointe ward, in the city of Montreal; bounded in front by Vianney street, formerly DeRocheblave, and originally called Saint Pierre street, known and designated the said lot of land, under the number eighty five of the official subdivision of the lot number four hundred (No. 400-85), of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, measuring twenty five feet in front by ninety feet in depth, more or less, english measure—without buildings.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 12 juillet 1915. 3949—27-2
[Première publication, 3 juillet 1915 nulle.]
[Première publication, 17 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **NAPOLÉON SE-**
No 1510. } **GUIN,** Deman-
deur; contre **JOSEPH HORMIDAS PROVOST,**
Défendeur.

1. Deux lots de terre ayant front sur l'avenue McKenzie, dans la ville du Sault-au-Récollet, connus et désignés comme étant les subdivisions trois cent soixante et cinq et trois cent soixante-et-six du lot originaire numéro cent soixante-quatre (164-365 et 366) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec les bâtisses y érigées.

2. Une lisière de terre ayant fait partie d'une ruelle connue et désignée comme étant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre du dit lot originaire numéro cent soixante-quatre (164 partie 384) des plan et livre de renvoi officiels susdits, situé à la profondeur des lots ci-dessus décrits, mesurant sept pieds et six pouces de largeur par cinquante pieds de profondeur, et formant une superficie totale de trois cent soixante et quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et étant borné comme suit: au nord-est par les lots 365 et 366 de la subdivision ci-dessus désignée, au sud-ouest, nord-ouest et sud-est par les autres parties de la dite ruelle No 384. Les susdits deux paragraphes ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 22 juin 1915. 3791—26-2
[Première publication, 26 juin 1915].

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. W. MICHAUD ET**
No 12 J. } **AL,** curateurs aux
biens de **J. B. DUPRE ET AL.,** Faillis.

1. Un emplacement situé sur la rue Saint-Germain, connu sous le numéro deux cent quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cinquante (50-289) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison ayant front sur la rue Saint-Germain connue sous les numéros 1062 à 1070 de la dite rue Saint-Germain et autres bâtisses y érigées avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière et autres ruelles y aboutissant.

2. Un autre lot de terre de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, connu sous le numéro quatre-vingt-deux au plan de la subdivision officielle du lot numéro cinquante (50-82) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, aujourd'hui quartier Hochelaga, en la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées, et ayant front sur la rue Saint-Germain et portant les numéros civiques 259 et 261 de la dite rue

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 12th July, 1915. 3950—27-2
[First published, 3rd July, 1915 null.]
[First published, 17th July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **NAPOLÉON SEGUIN,**
No. 1510. } Plaintiff; against **JO-**
SEPH HORMIDAS PROVOST, Defendant.

1. Two lots of land fronting on McKenzie Avenue, in the town of Sault-au-Récollet, known and designated as being the subdivisions three hundred and sixty five and three hundred and sixty six of the lot original number one hundred and sixty four (164-365 and 366) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measure, more or less—with the buildings thereon erected.

2. A strip of land formerly forming part of a lane, known and designated as being part of the lot number three hundred and eighty four of said lot original number one hundred and sixty four (164 partly 384) of the aforesaid official plan and book of reference, situated in rear of the above described lots, measuring seven feet and six inches in width by fifty feet in depth and containing a total superficies of three hundred and seventy five feet, english measure and more or less, and being bounded as follows: on the north east by the lots 365 and 366 of the herein above described subdivision on the south west north west and south east by the other parts of the said lane No. 384. The above two lots and strip of land forming but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 22nd June, 1915. 3792—26-2
[First published, 26th June, 1915].

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. W. MICHAUD ET AL.,**
No. 12 J. } curateurs to the prop-
erty of **J. B. DUPRE ET AL.,** Insolvents.

1. An emplacement situated on Saint Germain street known under the number two hundred and eighty nine of the official subdivision of the lot number fifty (50-289) upon the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, measuring twenty five feet in front by ninety feet in depth, english measure and more or less—with a house fronting on Saint Germain street and bearing the numbers 1062 to 1070 of said Saint Germain street and other buildings thereon erected, with a right of way in common with others in the lane in rear and other lanes abutting thereon.

2. Another lot of land containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, english measure, known under the number eighty two upon the official subdivision plan of the lot number fifty (50-82) upon the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, now Hochelaga Ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and fronting on Saint Germain street and bearing the civic numbers 259 and 261 of said Saint Ger-

Saint-Germain et en arrière les numéros 259 et 261 de la rue Winnipeg.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 22 juin 1915. 3795—26-2
[Première publication, 26 juin 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MATHIEU KASIMIR**
No 3354. } **MASAITIS, De-**
mandeur; contre les terres et tenements de **JOHN**
SMILLINGIS, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Ontario est, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro mille sept cent quatre-vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (148-1786) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les maisons et bâtisses dessus érigées et les servitudes s'y rattachant notamment le droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière du dit lot, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 22 juin 1915. 3797—36-2
[Première publication, 26 juin 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME MARTHA**
No 5294. } **JANE IONA**

CURREN, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, épouse séparée de biens de Harry Williamson Byers, du même lieu, médecin, ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, *ès nom et ès qualité*, et **SAMUEL McKAY** et **ARTHUR A. CHERRIER, ès-qualité, Demandeurs; contre les terres et tenements de Demoiselle **CECILIA COTE**, de la cité de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, Défenderesse, mais se trouvant entre les mains de Hormidas Saint-Amand, curateur au délaissement.**

1. Le lot numéro trois de la ré-subdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre de la subdivision du lot originaire numéro trois cent soixante-quatorze (374-4-2-3), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-quatre (24) pieds de largeur par quatre vingt quinze (95) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et ayant front sur l'avenue Holton, en la cité de Westmount.

2. Le lot numéro quatre de la ré-subdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre de la subdivision du lot numéro trois cent soixante-quatorze (374-4-2-4) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, et ayant front sur l'avenue Holton en la cité de Westmount. Ces deux lots à être vendus séparément avec, pour chacun le droit de passage établi en faveur des dits immeubles à l'arrière partie des lots numéros un, deux et trois de la dite ré-subdivision, ainsi qu'à l'arrière partie des lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq

main street and in rear the numbers 259 and 261 of Winnipeg street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of JULY next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Shérif.
Montreal, 22nd June, 1915. 3796—26-2
[First published, 26th June, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MATHIEU KASIMIR**
No. 3354. } **MASAITIS, Plain-**
tiff; against the lands and tenements of **JOHN**
SMILLINGIS, Defendant.

An emplacement fronting on Ontario street east, of the city of Montreal, known and designated as being the number one thousand seven hundred and eighty six of the official subdivision of the lot number one hundred and forty-eight (148-1786), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga—with the houses and buildings thereon erected and the servitudes attached thereto, especially the common use of the lane in rear of said lot, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 22nd June, 1915. 3798—26-2
[First published, 26th June, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME MARTHA**
No. 5294. } **JANE IONA**

CURREN, of the city of Ottawa, province of Ontario, wife separate as to property of Harry Williamson Byers, of the same place, physician, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, *ès-nom and ès-qualité*, and **SAMUEL McKAY** and **ARTHUR A. CHERRIER, ès-qualité, Plaintiffs; against the lands and tenements of Miss **CECILIA COTE**, of the city of Montreal, spinster in the full exercise of the rights, Defendant, but now in the hands of Hormidas Saint Amand, curator to the surrender.**

1. The lot number three of the re-subdivision of the lot number two of the subdivision of the lot number four of the subdivision of the lot original number three hundred and seventy-four (374-4-2-3), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty-four (24) feet in width by ninety-five (95) feet in depth, english measure and more or less—with the buildings thereon erected and fronting on Holton avenue, in the city of Westmount.

2. The lot number four of the resubdivision of the lot number two of the subdivision of the lot number four of the subdivision of the lot three hundred and seventy four (374-4-2-4), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty four feet in width by ninety five feet in depth, english measure and more or less, with the buildings thereon erected, and fronting on Holton Avenue, in the city of Westmount.

The above two lots to be sold separately, together with for each lot, a right of way established in favor of said immoveables at the rear part of the lots numbers one, two and three of the said re-subdivision, and at the rear part of the

de la ré-subdivision du lot numéro trois de la ré-subdivision du lot numéro quatre de la ré-subdivision du lot numéro trois centsoixante-quatorze —et avec toutes autres circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes et occultes s'y rattachant, et dans l'état où le tout se trouve.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 23 juin 1915. 3843—2-2
[Première publication, 26 juin 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CITE DE MAISON-**
No 4598. } **NEUVE** corpora-
tion légalement constituée ayant le siège de ses affaires dans la cité de Maisonneuve district de Montréal, demanderesse; contre les terres et ténement de EUGENE SICARD DE CARUFEL, Défendeur, *es-qualité* de tuteur d'ont nommé en justice à Maurice et Georgette Buist, enfants mineurs issus du mariage de Dame Lezzie Lescadres avec feu Joseph Pierre George Tite Buist, tous de la paroisse de Saint-Tite, district des Trois-Rivières.

1. Deux lots de terre portant les numéros sept cent dix-sept et sept cent dix-huit de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze (14-717 et 718) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Girard, dans la cité de Maisonneuve.

2. Deux lots de terre portant les numéros sept cent vingt-deux et sept cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze (14-722 et 723) sur les plans et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Desjardins, dans la cité de Maisonneuve.

3. Deux lots de terre portant les numéros mille soixante-quatorze et mille soixante et quinze de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze (14-1074 et 1075) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Jeanne d'Arc, en la cité de Maisonneuve.

4. Quatre lots de terre portant les numéros mille quatre-vingt-six mille quatre-vingt-sept, mille quatre-vingt-huit et mille quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze (14-1086, 1087, 1088 et 1089) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Pie IX, en la cité de Maisonneuves.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 23 juin 1915. 3851—26-2
[Première publication, 26 juin 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HENRI SCHETA-**
No 4372. } **GNE**, notaire, De-
mandeur, *es-qualité*; contre les terres et ténements de ISAIE GRENIER, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Emard, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le

lots numbers one, two, three, four and five of the re-subdivision of the lot number three of the re-subdivision number four of the re-subdivision of the lot number three hundred and seventy four—and with all other circumstances and dependencies, the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto, and as the whole now subsists.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 23rd June, 1915. 3844—26-2
[First published, 26th June, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MAI-**
No. 4598. } **SONNEUVE**, a cor-
poration duly incorporated having its seat of business in the city of Maisonneuve, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of EUGENE SICARD DE CARUFEL, Defendant, *es-qualité*, of tutor duly appointed by law to Maurice and Georgette Buist, minor children issued from the marriage of Dame Lezzie Lescadres with the late Joseph Pierre George Tite Buist, all of the parish of Saint Tite, district of Three Rivers.

1. Two lots of land bearing the numbers seven hundred and seventeen and seven hundred and eighteen of the official subdivision of the lot bearing the number fourteen (14-717 and 718), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Girard street, in the city of Maisonneuve.

2. Two lots of land bearing the numbers seven hundred and twenty-two and seven hundred and twenty three of the official subdivision of the lot bearing the number fourteen (14-722 and 723), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Desjardins street, in the city of Maisonneuve.

3. Two lots of land bearing the numbers one thousand and seventy four and one thousand and seventy five of the official subdivision of the lot number fourteen (14-1074 and 1075), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Jeanne d'Arc street, in the city of Maisonneuve.

4. Four lots of land bearing the numbers one thousand and eighty-six, one thousand and eighty-seven, one thousand and eighty-eight, one thousand and eighty-nine of the official subdivision of the lot bearing the number fourteen (14-1086, 1087, 1088 and 1089), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Pie IX street, in the City of Maisonneuve.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRTIETH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, June 23rd, 1915.
[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **HENRI SCHETA-**
No. 4372. } **GNE**, notary,
Plaintiff, *es-qualité*; against the lands and tenements of ISAIE GRENIER, Defendant.

An emplacement situate in Emard ward, in the city of Montreal, known and designated

numéro quatre-vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire portant le numéro quatre mille six cent soixante-neuf (4669-83), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelaga—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Shérif.

Montréal, 23 juin 1915.

3853—26-2

[Première publication, 26 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:

MEDEE MENARD
No 2613. } ET AL., Demandeurs;
contre CHARLES MARQUETTE ET JEAN-BAPTISTE DUPRE, tous deux agents d'immeubles, de la cité de Montréal, ayant fait et y faisant affaires ensemble comme tels, sous la raison sociale de "Marquette & Dupré", Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement situé sur le niveau de la rue Sainte-Julie, dans le quartier Saint-Louis, Montréal, connu et désigné comme étant le lot de terre numéro quatre cent huit (408) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, mesurant, le dit emplacement, en y retranchant les deux passages ci-après mentionnés, cent vingt pieds et huit pouces de largeur en arrière, sur la rue Boyer, maintenant rue Savignac, par une profondeur de cinquante-huit pieds et huit pouces dans la ligne latérale nord-est et cinquante-quatre pieds et neuf pouces dans la ligne latérale sud-ouest, faisant une superficie de sept mille trente-huit pieds (7038) le tout plus ou moins, mesure anglaise—avec la bâtisse ou maison de rapports dessus érigée avec droit de passage en commun avec d'autres dans le passage s'étendant de la rue Sainte-Julie, à la dite rue Boyer ou Savignac le long de la ligne latérale nord-est du dit emplacement de sept pieds et onze pouces de largeur sur la dite rue Boyer ou Savignac et contenant une superficie de quatre cent quatre-vingt-trois pieds (483), le tout plus ou moins, mesure anglaise; avec droit de passage en commun avec d'autres dans le passage s'étendant de la rue Sainte-Julie à la dite rue Boyer ou Savignac, le long de la ligne latérale sud-ouest du dit emplacement, de cinq pieds et six pouces de largeur, et contenant deux cent quatre-vingt-sept pieds (287) en superficie, le tout plus ou moins mesure anglaise; et avec droit exclusif de la propriété du terrain consacré aux deux passages susdits qui se trouvent compris dans le dit lot ou emplacement.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Boyer, maintenant Savignac, dans le quartier Saint-Louis, Montréal, connu et désigné comme étant le lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, de figure quelque peu irrégulière, mesurant vingt pieds de largeur sur la rue Boyer et vingt pieds, trois pouces de largeur en arrière, contenant une superficie totale de mille cent vingt-cinq pieds (1125) le tout plus ou moins, mesure anglaise, et borné en front vers le nord-ouest, par la rue Boyer, en arrière, vers le sud-est, par le lot No 389 et par le lot No 397 et de l'autre côté vers le nord-est par le lot No 399 des dits plan et livre de renvoi officiels—avec la maison de rapports dessus construite, étant compris

under the number eighty three of the official subdivision of the lot original number four thousand six hundred and sixty nine (4669-83), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, county of Hochelaga,—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 23th June, 1915.

3854—26-2

[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:

MEDEE MENARD
No. 2613. } ET AL., Plaintiffs; against
CHARLES MARQUETTE AND JEAN-BAPTISTE DUPRE, both real estate agents of the city of Montreal, and having carried and there still carrying on business together as such, under the name of "Marquette & Dupré", Defendants.

As belonging to the said defendants, the following immoveables, to wit:

1. An emplacement situate and fronting on Sainte Julie street, in Saint Louis Ward, Montreal, known and designated as being the lot of land number four hundred and eight (408) of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, measuring, the said emplacement, after deducting therefrom the two passages mentioned below, one hundred and twenty-three feet, eight inches in width in rear, on Boyer street, now Savignac street, by a depth of fifty eight feet, eight inches on the north east lateral line, and fifty four feet, nine inches on the south west lateral line, forming a superficies of seven thousand and thirty eight feet (7038) the whole more or less, english measurements—with the building or apartment house erected thereon; with a right of way in common with others in the passage leading from Sainte-Julie Street to the said Boyer or Savignac street, along the north east lateral line of said emplacement, of seven feet, eleven inches in width on the said Boyer or Savignac street and containing a superficies of four hundred and eighty three feet (483), the whole more or less, english measurements; with a right of way in common with others in the passage leading from Sainte Julie street to the said Boyer or Savignac street, along the south west lateral line of said emplacement, of five feet, six inches in width, and containing two hundred and eighty seven feet (287) in superficies, the whole more or less, english measurements; and with the exclusive right of ownership of the land occupied by the two above passages which are included in the said lot or emplacement.

2. An emplacement fronting on Boyer street, now Savignac street, in Saint Louis Ward, Montreal, known and designated as being the lot of land number three hundred and ninety-eight (398), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, of somewhat irregular outline, measuring twenty feet in width on Boyer street and twenty feet, three inches in width in rear, containing a total superficies of one thousand one hundred and twenty five feet (1125), the whole more or less, english measurements, and bounded in front, towards the north west, by Boyer street, in rear, towards the south east, by lot No. 389 and by the lot No. 397, and on the other side, towards the north east, by the lot No. 399 of the said official plan and book of reference—with the apart-

cependant que sur le dit lot No 398 présentement vendus, pris de côté nord-est une lisière de terrain de quatre pieds de largeur à partir de la rue Boyer sur une profondeur de trente pieds pour former avec une pareille lisière prise sur le lot voisin, No 399, un passage mitoyen de huit pieds de largeur par la susdite profondeur de trente pieds, le tout mesure anglaise, lequel passage mitoyen est à l'usage commun des propriétaires du dit lot No 398 et du dit lot No 399 des dits plan et livre de renvoi officiels avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant être attachés au dit emplacement.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 23 juin 1915. 3855—26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. G. DUHAMEL, curateur aux biens
No 127a-466 E. }
de OSIAS LAMOUREUX, Failli; et SIMEON THEORET, requérant.

Comme appartenant au dit failli.

1. Un lot de terre situé à Rosedale, dans la ville d'Outremont, faisant partie du lot de terre numéro cent cinquante neuf de la subdivision officielle du lot numéro trente cinq (35 ptie 159), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la contenance de dix pieds de largeur sur quatre vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et borné comme suit: au sud-ouest par la rue Champagneur, au nord est par une ruelle, au sud-est par le résidu du dit lot numéro cent cinquante neuf de la dite subdivision, et au nord-ouest par le numéro cent soixante ci-après décrit de la dite subdivision du lot numéro trente cinq, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

2. Un autre lot de terre situé à Rosedale, dans la ville d'Outremont, faisant partie du lot de terre numéro cent soixante de la subdivision officielle du lot numéro trente-cinq (35 ptie 160) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la contenance de dix pieds de largeur sur quatre vingt dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: au sud-ouest par la rue Champagneur, au nord-est par une ruelle, au sud-est par la partie sus-décrite du lot numéro cent cinquante-neuf de la dite subdivision et au nord-ouest par le résidu du dit lot cent soixante de la dite subdivision du lot numéro trente-cinq, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec maison en bois lambrissée en brique, à trois étages et trois logements construits sur ces deux parties de lots avec droit de passage dans la ruelle en arrière ou toute autre ruelle pour y communiquer.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du Shérif. Montréal, 6 juillet 1915. 3849—26-3
[Première publication, 26 juin 1915, nulle].
[Première publication, 10 juillet 1915].

ment house erected thereon, it being understood however that there shall be detached from the said lot No. 398 now sold, on the north east side thereof, a strip of land of four feet in width, starting from Boyer street, by a depth of thirty feet to form with a similar strip detached from the adjacent lot No. 399, a common passage of eight feet in width by the aforesaid depth of thirty feet, the whole english measurements, which common passage is for the common use of the proprietors of the said lot No. 398 and of the said lot No. 399 of the said official plan and book of reference, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes which may be attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office. Montreal, 23rd June, 1915. 3836—26-2
[First published, 26th June, 1915].

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. G. DUHAMEL, curator to the property
No. 127a-466 E. }
of OSIAS LAMOUREUX, Insolvent; and SIMEON THEORET, Petitioner.

As belonging to said insolvent.

1. A lot of land situate at Rosedale, in the town of Outremont, forming part of the lot of land number one hundred and fifty nine of the official subdivision of the lot number thirty-five (35 Pt. 159), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing ten feet in width by ninety feet in depth, english measure, more or less, and bounded as follows: on the south west by Champagneur street, on the north east by a lane, on the south east by the residue of said lot number one hundred and fifty nine of the said subdivision, and on the north west by the lot number one hundred and sixty herein-after described of said subdivision of lot number thirty-five, upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

2. Another lot of land situate at Rosedale, in the town of Outremont, forming part of the lot of land number one hundred and sixty of the official subdivision of the lot number thirty five (35 Pt of 160), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing ten feet in width by ninety feet in depth, english measure, more or less, and bounded as follows: on the south west by Champagneur street, on the north east by a lane, on the south east by the herein above described part of lot number one hundred and fifty nine of the said subdivision and on the north west by the residue of said lot one hundred and sixty of said subdivision of lot number thirty-five, upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with a three storey wooden house encased with brick, containing three dwellings erected upon the above parts of lots and with a right of way in the lane in rear on any other lane leading to said immoveable.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office. Montreal, 6th July, 1915. 3850—26-3
[First published, 26th June, 1915, null].
[First published, 10th July, 1915].

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;
No 919. } vs FERDINAND
BEGIN, de la cité de Québec, commis, à savoir:

Le lot No 454 (quatre cent cinquante-quatre) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le Boulevard Langelier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à une rente foncière annuelle de \$5.72 payable à l'Hôpital Général de Québec, le 29 septembre de chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,
Bureau du shérif. Député shérif.
Québec, 15 juillet 1915. 4265—29-2
[Première publication, 17 juillet 1915].
[Deuxième publication, 31 juillet 1915].

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } VALEDA MAR-
No 413. } COTTE,
épouse de Arthur Beauchamp, Demanderesse;
contre LOUIS CASAVANT, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans le village de Saint-Denis, sur la rue Bourdages, étant le lot numéro quatre-vingt-huit (88) des plan et livres de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis; borné comme suit: en front la rue Bourdages, derrière à la rue Cartier, d'un côté la rue Nelson, et de l'autre côté Omer Leblanc—avec une maison, écurie de louage et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Denis, LUNDI, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du Shérif. Shérif.
Saint-Hyacinthe, 23 juin 1915. 3829
[Première publication, 26 juin 1915].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 919. } vs FERDINAND BE-
GIN, of the city of Quebec, clerk, to wit:

The lot No. 454 (four hundred and fifty four) of the official cadastre for Saint Roch ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Boulevard Langelier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to an annual ground rent of \$5.72 payable to the Hospital Général de Québec, on the 29th September of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Sheriff's office. Deputy sheriff.
Quebec, 15th July, 1915. 4266—29-2
[[First published, 17th July, 1915].
[Second published, 31st July, 1915].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinthe, to wit: } VALEDA MAR-
No. 413. } COTTE, wife
of Arthur Beauchamp, Plaintiff; against LOUIS
CASAVANT, Defendant.

An emplacement situate in the village of Saint Denis, on Bourdages street, being lot number eighty eight (88) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Denis; bounded in front by Bourdages street, in rear by Cartier street, on one side by Nelson street, and on the other side by Omer Leblanc—with house, livery stables and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Denis, MONDAY, on the SECOND day of AUGUST next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office. Sheriff.
Saint Hyacinthe, 23rd June, 1915. 3730
[First published, 26th June, 1915].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

19 JUL 1915

19 JUL 1915

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.*Trois-Rivières, à savoir: } CHARLES EDOUARD
No 1179. } GAUVIN, De-

mandeur; contre JULES BEAUDET, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un lot de terre ou emplacement situé au village de la paroisse du Cap de la Madeleine, à la concession du Fleuve, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente et un (P. No 131) au cadastre officiel de la dite paroisse du Cap de la Madeleine, comté de Champlain, et borné comme suit: en avant, au front, par les emplacements appartenant à Isaac Trépanier, Cyrille Perreault et C. N. DeBlois, du côté est par Gédéon Toupin, du côté ouest par Philippe Loranger et en arrière, à la profondeur par Onésime Toupin—avec toutes les bâtisses construites sur le terrain ci-haut vendu, avec le moulin à farine et tous les accessoires du dit moulin.

A distraire du dit emplacement en faveur de Joseph Lanouette, suivant acte du sept juillet 1911, devant L. P. Mercier, N. P., un lopin de terre au nord-est du susdit lot et renfermé dans les limites suivantes; borné en front par le terrain ci-dessus vendu et étant cette partie servant de chemin de passage pour aller et sortir du terrain ci-haut vendu au chemin public, du côté est par Gédéon Toupin, du côté ouest et en profondeur en arrière par le terrain ci-haut vendu, mesurant quarante pieds de largeur par soixante et dix pieds de profondeur dans la ligne de Gédéon Toupin et quarante-neuf pieds de profondeur dans la ligne du terrain ci-haut vendu pour communiquer au chemin public; l'acquéreur aura le droit de passage sur le lot de terre appartenant à Cyrille Nestor Perreault, marchand, du Cap de la Madeleine, et qui fait aussi partie du lot de terre No 131 du dit cadastre, tel et de la manière que le vendeur Joseph Lanouette en a joui jusqu'à ce jour.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie Madeleine, du Cap de la Madeleine, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 14 juillet 1915. 4267—29-2
[Première publication, 17 juillet 1915.]

Avis du Gouvernement

La Compagnie Duhamel & Frères.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six juillet 1915, constituant en corporation M.M. Philippe Duhamel et Joseph Duhamel, industriels; J. Oscar Duhamel, comptable; Honorius Duhamel, artisan; Hector Duhamel, agent de commerce, de la cité de Sorel, dans les buts suivants:

L'exploitation de l'industrie et le commerce des cuirs et de la chaussure et des choses s'y rapportant; faire le commerce des peaux et des cuirs de toutes sortes, bruts et verts, secs et salés, minces ou épais, préparés ou en voie de l'être et de toutes substances et matières se rapportant aux cuirs ou à leur préparation et en dérivant; faire le tannage, le hongroyage et le corroyage des cuirs et des peaux de toutes sortes, les soumettre à tous procédés et opérations et en préparer, faire et produire par tous traitements quelconque toutes

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Circuit Court.—District of Three Rivers.*Three Rivers, to wit: } CHARLES EDOUARD
No. 1179. } GAUVIN, Plaintiff;

against JULES BEAUDET, Defendant.

As belonging to said Defendant, to wit:

One piece of land or lot situated in the village of the parish of Le Cap de la Magdeleine, in range du Fleuve, being a part of lot of land known and designated as number one hundred and thirty one (P. No. 131) upon the official cadastre of said parish of Cap de la Magdeleine, in the county of Champlain, and bounded as follows: in front by the land belonging to Isaac Trépanier, Cyrille Perrault et C. N. DeBlois, on the east side, by Gédéon Toupin, on the west side by Philippe Loranger and in rear at the depth by Onésime Toupin—with all the buildings erected on the land erected herein above sold, also with the flour mill and all accessories thereof.

To be deducted from said lot in favor of Joseph Lanouette, according to a deed bearing date of seventh day of July, 1911, before L. P. Mercier, N. P., a piece of land north east of lot aforesaid and enclosed within the following limits; bounded in front by the land hereinabove sold and being that part used as a way to and from the lot hereinabove sold, to the public highway, on the east side by Gedeon Toupin, on the west side and in depth in rear by the land hereinabove sold, containing forty feet in width by seventy feet in depth in the line of Gédéon Toupin and forty nine feet in depth in the line of the lot hereinabove sold leading to the public highway; the purchaser will be entitled to a right of way across the lot of land belonging to Cyrille Nestor Perreault, merchant, of Le Cap de la Magdeleine, which is also a part of the piece of land No 131 on said cadastre, in such manner and in the same way as the vendor Joseph Lanouette has been entitled to it up to the present time.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie Magdeleine, du Cap de la Madeleine, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 14th July, 1915. 4268—29-2
[First published, 17th July, 1915.]

Government Notices

La Compagnie Duhamel & Frères.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1915, incorporating Messrs. Philippe Duhamel, and Joseph Duhamel, manufacturers; J. Oscar Duhamel, accountant; Honorius Duhamel, workman; Hector Duhamel, commercial agent, of the city of Sorel, for the following purposes:

To manufacture and deal in leather and footwear and all things incidental thereto; to deal in raw hides and pelts, dried and salted skins, thin or thick leather, dressed leather or leather under preparation, and of any products or materials incidental thereto or divided therefrom; to tan, by common or hungarian process, and curry leather and hides of all kinds, treat the same by all processes and operations and dress the same, to make and manufacture by any treatment whatever all kinds of leather capable

les sortes de cuirs utilisables et employés dans l'industrie et aux besoins domestiques et privés; disposer de tous dégras et déchets, les traiter par tous procédés quelconques et en produire et fabriquer, ainsi que de toutes matières et substances propres à cette fin, tous cuirs factices ou autres sous-produits quelconques, les acheter ou acquérir ou autrement échanger et vendre et en faire commerce; acheter et acquérir, vendre, échanger ou autrement donner et aliéner ou remettre toutes choses, substances, matières et composés, usités et destinés au traitement et à la préparation des cuirs et des peaux de toutes sortes, à leur tannage, hongroyage et corroyage et à leur composition, les employer soit au tannage ordinaire et à la préparation des cuirs, soit autrement et en faire commerce et disposer de leur résidu; acheter et acquérir ou autrement obtenir, vendre, remettre ou donner, tous brevets, lettres patentes, secrets, franchises et droits exclusifs relatifs à toutes méthodes, à tous modes et procédés pour le traitement et la préparation des cuirs et des peaux, la composition des cuirs factices et autres sous-produits, les appliquer, employer ou autrement s'en servir et en bénéficier; faire le commerce de chaussures de toutes sortes, en cuir, en caoutchouc, en feutre, en drap et en toile; finies ou en voie de confection, et de toutes les sortes de matières premières et de substances s'y rapportant et en dérivant; manufacturer, fabriquer et confectionner toutes les sortes de chaussures en cuir, en caoutchouc, en feutre, en drap et en toile et à cette fin traiter, préparer et ordonner toutes matières premières et substances, et faire et exécuter toutes les opérations de la cordonnerie; manufacturer, fabriquer et confectionner tous articles et objets en cuir, en caoutchouc, en feutre, en drap et en toile et se rapportant à la sellerie, à la cordonnerie et en dérivant, comme les valises, les harnais et les courroies, à la ganterie, comme les gants et les mitaines, à la carrosserie et au vêtement comme les cuirs-à-cuivre, les toiles et habits imperméables et caoutchoutés; préparer et vendre tous cuirs, caoutchouc, feutre, draps et toiles et toutes autres matières premières pour la confection des chaussures de toutes sortes et de tous autres articles et objets; acheter les dits cuirs, caoutchouc, feutres, draps et toiles et autres substances et matières premières ainsi préparés, les vendre, échanger ou autrement transporter et en faire commerce. Et aux fins ci-dessus acquérir, posséder ou autrement prendre et occuper, construire, bâtir et exploiter, vendre ou autrement transférer tous biens meubles et immeubles, manufactures, tanneries, usines, magasins et entrepôts, matières, substances, articles et effets, machines, outils et instruments; acquérir, posséder, louer ou autrement obtenir, exploiter, vendre ou autrement céder tous brevets d'invention, droits de propriété, licences, marques de commerce, franchises, droits et privilèges et autres bénéfices; acquérir et posséder, vendre et transférer tous bons, débetures, garanties et actions de toutes compagnies ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie et céder tous contrats, entreprises, propriétés et immeubles ou autres biens de cette compagnie pour les obtenir; devenir actionnaires dans toute compagnie et permettre à toute compagnie d'être actionnaire de cette compagnie; souscrire et investir tout capital dans tous commerces et industries semblables à ceux de cette compagnie; s'amalgamer avec toutes compagnies ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, et permettre à toutes telles compagnies de s'unir et s'amalgamer à cette compagnie; consentir tous droits et obligations affectant les biens de la compagnie;

or being utilised and employed by the trade and for domestic and private requirements; to dispose of all scourings and waste, treat the same by any processes whatever, and to make and manufacture therewith as well as with any products suitable to that effect artificial leather or any other by-products whatever, purchase or acquire or otherwise exchange and sell and deal with the same; to purchase and acquire, sell, exchange or otherwise hand over and alienate or remit any things, products, materials and compounds used for and destined to the treatment and preparation of leather and hides of all kinds, the tanning, by common or hungarian process and currying and compounding thereof, utilized the same either for the ordinary tanning and preparation of leather or otherwise, and to deal with and dispose of all residue thereof; to purchase and acquire or otherwise obtain, sell, remit or give any patents, letters-patent, secrets, franchises and exclusive rights incidental to any methods, modes and processes for the treatment and preparation of leather and hides, the composition of artificial leather and other by-products, to apply, utilize or otherwise make use of same and benefit therefrom; to deal in leather rubber, felt, cloth and linen, footwear of every kind, whether finished or in the making and of all kind of raw material and products incidental thereto or derived therefrom; to manufacture, make and fabricate all kinds of leather, rubber, felt, cloth and linen footwear and for such purpose to treat, prepare and order all raw-materials and products, and to make and execute all operations incidental to shoemaking; to manufacture, make and fabricate all leather, rubber, felt, cloth and linen goods and articles incidental to saddlery and shoemaking and derived therefrom, such as trunks, harnesses and belting, to glove making, such as gloves and mitts; to carriage making and clothing such as curried leather, waterproofed and rubberized cloth and clothing; to prepare and sell any leather, rubber, felt, cloth and linen and any products and raw-materials for the making of footwear of all kinds and of any other articles and objects; to purchase the said leather, rubber, felt, cloth and linen and other products and raw-material so prepared, sell, exchange or otherwise convey and deal in the same; and for the above purposes to acquire, own or otherwise hold and occupy, construct, build and operate, sell or otherwise transfer any moveable and immoveable property, manufactories, tanneries, shops, stores and warehouses, materials, products, articles and objects, machinery, tools and apparatuses; to acquire, hold, lease or otherwise obtain, exploit sell or otherwise convey any patents, rights of ownership, licenses, trade marks, franchises, rights and privileges and other benefits, to acquire, and hold, sell and convey any bonds, debentures, securities and shares of any company having objects similar to those of this company and to assign any contracts, undertakings, property and immoveable or other assets of this company for the acquiring of same; to become a shareholder in any company and to allow any company to become a shareholder in this company; to subscribe and invest any funds in any business or industry similar to those of this company; to amalgamate with any companies having objects similar to those of this company and to allow any such companies to unite and amalgamate with this company; to become a party to all rights and obligations affecting the company's property; to issue, make and draw, accept, endorse and execute all notes, bonds, debentures, bills of exchange and other negotiable instruments for the purposes and benefit of the company,

émettre, faire et tirer, accepter, endosser et exécuter tous billets, bons, débiteurs, lettres de change et autres papiers négociables, pour les fins et avantages de la compagnie, sous le nom de La Compagnie Duhamel et Frères, avec un fonds social quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans le cité de Sorel.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4263—29-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie Hydraulique Stadacona.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze juillet 1915, augmentant le capital de La Compagnie Hydraulique Stadacona, de un million de piastres (\$1,000,000.00), à deux millions de piastres (\$2,000,000.00), divisant le nouveau capital en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4269—29-2 Sous-secrétaire de la province.

Laurentian Power Company, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze juillet 1915, changeant le nom de La Compagnie Hydraulique Stadacona, par celui de "Laurentian Power Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
4271—29-2 Sous-secrétaire de la province.

605-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 13 juillet 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 juin 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Lotbinière, dans le comté de Lotbinière, tout le territoire compris dans les limites du village, tel qu'érigé civilement par une proclamation parue dans la *Gazette officielle de Québec*, du 7 novembre 1914, (page 2756) et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Lotbinière, village, l'autre partie devant à l'avenir, porter le nom de Lotbinière, paroisse.

4261

1075-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 12 juillet, 1915

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté en date du 29 juin 1915, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, en celui de ville de Sainte-Agathe des Monts.

4223

under the name of "La Compagnie Duhamel et Frères", with a capital stock of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950), shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sorel.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4264—29-2 Deputy Provincial Secretary.

La Compagnie Hydraulique Stadacona.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1915, increasing the capital stock of the company "La Compagnie Hydraulique Stadacona" from one million dollars (\$1,000,000.00), to two million dollars (\$2,000,000.00), the new stock to be divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
4270—29-2 Deputy Provincial Secretary.

Laurentian Power Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1915, changing the name of the company "La Compagnie Hydraulique Stadacona", into that of Laurentian Power Company, Limited.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
4272—29-2 Deputy Provincial Secretary.

605-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 13th July, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 29th June, 1915, to detach from the school municipality of Lotbinière, in the county of Lotbinière, the whole of the territory comprised within the limits of the village, as civilly erected by a proclamation published in the *Quebec Official Gazette* of the 7th November, 1914 (page 2756) and to erect the same into a distinct school municipality, under the name of Lotbinière, village, the other part of said school municipality to be henceforth known under the name of Lotbinière, parish.

4262

1073-15

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Québec, 12th July, 1915.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased by order in council, bearing date the 29th June, 1915, to erect into a distinct school municipality under the name of Rivière Croche, in the county of Champlain, the lots 1 to 100 of the east and west ranges of the township of Langelier, the above lots form no part of any school municipality.

4224

Avis de Faillites

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

No 257.

Dans l'affaire de Georges Haysey,,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire lequel restera sujet à contestation jusqu'au 5 août 1915, date à laquelle il sera payable à mon bureau.

LEWIS BRIMACOMBE,
Curateur.

Bureau de Smith, Brimacombe & Co.,
Comptables licenciés,
180 rue Saint-Jacques,
Montréal. 4237

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re J. O. Gagnon, et Failli;

Georges Duclos, Curateur.

Avis est par les présentes donné que par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

GEORGES DUCLOS,
Curateur.

No 30 rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 14 juillet 1915. 4239

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

In re "The National Lumber Company, Ltd.,"
Papineauville, P. Q., En liquidation.

Avis est par le présent donné que par ordre de la cour j'ai été, ce jour, nommé liquidateur permanent dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées dans les trente jours de cet avis si elles ne m'ont pas déjà été transmises.

J. E. COUTURE,
Liquidateur permanent.

Hull, 12 juillet 1915. 4243

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re D. R. Dufort, 156 Bernard, Montréal,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 31 juillet, 1915 après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".
Montréal, 13 juillet 1915. 4247

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 314.

John J. Field, marchand de livres de Montréal, a fait cession de ses biens, ce jour et j'ai été nommé gardien provisoire.

J. A. T. RICHARDS,
Montréal, 12 juillet 1915. 4251

Bankrupt Notices

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 257.

In re Georges Haysey, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter and that it will remain open to objection until 5th August, 1915, when it will be payable at my office.

LEWIS BRIMACOMBE,
Curator.

Office of Smith, Brimacombe & Co.,
Chartered accountants,
180 Saint James street,
Montreal. 4238

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re J. O. Gagnon, and Insolvent;

Georges Duclos, Curator.

Notice is hereby given that by an order of this court, I was, this day, appointed curator to the property of said insolvent.

Sworn claims must be filed at my office, within 30 days, so as to be collocated on the dividend sheet.

GEORGES DUCLOS,
Curator.

No. 30 Saint James street, Montreal.
Montreal, 14th July, 1915. 4240

UNDER THE WINDING UP ACT.

In re The National Lumber Company, Ltd.,
Papineauville, P. Q., In liquidation.

Notice is hereby given that by order of the court, I have been appointed, to-day, permanent liquidator in this matter.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice, if not yet filed.

J. E. COUTURE,
Permanent liquidator.

Hull, 12th July, 1915. 4244

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re D. R. Dufort, 156 Bernard street, Montreal,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 31st July, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.
Montreal, 13th July, 1915. 4248

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 314.

John J. Field, bookseller, Montreal has made an abandonment of his property, this day, and I have been appointed provisional guardian.

J. A. T. RICHARDS,
Montreal, 12th July, 1915. 4252

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.

In re J. A. Lebrun, Saint-David, Yamaska, Que.,
Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 31 juillet 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau 83 rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".
Montréal, 13 juillet 1915. 4249

District de Québec.

Dans l'affaire de F.-X Martel, marchand de vais-
selles, Québec, Insolvable

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date de ce jour nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 14 juillet 1915. 4253

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

In re Côté & Frère, Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 8 juillet 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 and 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 juillet 1915. 4255

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

In re Morin & Emond, Québec, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 3 août 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, le 14 juillet 1915. 4257

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé.

In re J. N. Couillard, New Carlisle, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 août 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 juillet 1915. 4259

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.

In re J. A. Lebrun, Saint David, Yamaska, Que.,
Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 31st July, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 Edifice "Power".
Montreal, 13th July, 1915. 4250

District of Quebec

In the matter of F.-X. Martel, glass ware merchant, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that in accordance with an order of the court dated this day we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office: 101 Saint Peter street.
Quebec, 14th July, 1915. 4254

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

In re Côté & Frère, Quebec, Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 8th of July 1915, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 14th July, 1915. 4256

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

In re Morin & Emond, Quebec, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 3rd of August, 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 14th July, 1915. 4258

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé.

In re J. N. Couillard, New Carlisle, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 2nd of August, 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 14th July, 1915. 4260

In re Alphonse Beland, marchand de meubles, Pointe-Gatineau, P. Q.,

Avis vous est par le présent donné que le dit insolvable a fait à la cour, cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé pro-gardien provisoire.

Veillez envoyer votre réclamation assermenté au soussigné aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,
Pro-Gardien-provisoire.

Hull, 14 juillet 1915.

4273

Avis

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 51 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$79,735.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatorzième jour de juillet, mil neuf cent quinze.

DOLPHIS HEBERT,
Président.
CHS M. D. LANGLOIS,
Secrétaire.
4241

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

In re Alphonse Beland, furniture-dealer, Pointe-Gatineau, P. Q.

Notice is hereby given that said insolvent has made in the Court a judicial assignment for the benefit of his creditors and that I have been appointed pro-provisional guardian.

Kindly send by return mail your sworn claim in this matter.

J. E. COUTURE,
Pro-Prov. Guardian

Hull, 14th July, 1915.

4274

Notice

Notice is hereby given that "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean", in the county of Saint Jean, in the province of Quebec, has complied with the provision article 6889 of Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and that 51 duly qualify persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect insurance to the amount of \$79,735.00.

Given pursuant to the article 6889 of the revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this fourteenth day of July, one thousand nine hundred and fifteen.

DOLPHIS HEBERT,
President.
CHS. M. D. LANGLOIS,
Secretary.
4242

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

3905

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 29.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Bélanger vs Côté.....	1787
" Bogislansky vs Baranov.....	1786
" Bowker vs Marston.....	1786
" Fink vs Clark.....	1785
" Gagné vs Francœur.....	1786
" Garfinkle vs Pfeffer.....	1786

AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de
Saint-Félix-de-Valois, 1781.

ANNONCEURS, avis aux, 1812.

ARRÊTÉ EN CONSEIL:—Tarif de la Cie Chemin à
Barrière Longueuil et Boucherville, 1781.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE:—Montreal
Tramways Coy, 1791.

ASSOCIATIONS, ASSURANCES OU SOCIÉTÉS: —
Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la
paroisse Saint-Jean, 1812; Lumbermen's
Fire Indemnity Contract, 1781.

AVIS:—The Lake Edward Sanatorium, 1780;
Windsor Asbestos Coy, Ltd, 1780.

EXAMENS:—Bureau des Examineurs des Mesu-
reurs de Bois de la province de Québec, 1782;
Candidats à la Charge d'Inspecteur d'écoles,
1782.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Ajalli Bros.....	1790
Beland.....	1812
Beliveau.....	1790
Bérubé & Lafond.....	1789
Côté & Frère.....	1811
Couillard.....	1811
Cummings (Dme).....	1789
Dufort.....	1810
Field.....	1810
Gagnon.....	1810
Gélinas.....	1789
Goodehill & Co.....	1790
Haysey.....	1810
Lebrun.....	1811

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

La Cie Duhamel & Frères.....	1807
The Berman Dye Works, Limited.....	1777

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

La Compagnie Hydraulique Stadacona....	1809
--	------

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Fontainebleau, 1783
Honfleur, 1785; Lotbinière Village et Lot-
binière paroisse, 1809; Notre-Dame-des-Nei-
ges, 1784; Nouvelle, 1782; Petit Saguenay,
1783; Rivière Croche, 1785; Saint-Césaire

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914.

3906

Index of the Quebec Official Gazette. No. 29.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Hussen vs Goldstein.....	1787
" Magnan vs Duquette.....	1787
" Ménard vs Quinn.....	1786
" Ouimet vs Duguay.....	1787
" Rivard vs Blais.....	1787
" Rochon vs Vallée.....	1787

AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de
Saint-Félix-de-Valois, 1781.

ADVERTISERS, notice to, 1812.

ORDER IN COUNCIL:—Tariff of the Turnpike
Road Coy of Longueuil and Boucherville,
1781.

ANNUAL GENERAL MEETING:—Montreal Tram-
ways Coy, 1791.

ASSOCIATIONS, INSURANCES OR SOCIETIES: —
Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la
paroisse Saint-Jean, 1812; Lumbermen's
Fire Indemnity Contract, 1781.

NOTICE:—The Lake Edward Sanatorium, 1780;
Windsor Asbestos Coy, Ltd, 1780.

EXAMINATIONS:—Board of Examiners of Cullers
of the province of Quebec, 1782; Candidates
desiring to qualify as School Inspectors,
1782.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Lefebvre <i>et al.</i>	1790
Lefebvre.....	1788
Leveillé.....	1791
Martel.....	1811
Martineau.....	1788
Meloche.....	1790
Morin & Emond.....	1811
Paquet.....	1791
Raby.....	1788
Rabinovitch & Bromberg.....	1788
Sovereign Lime Works.....	1789
Tabah.....	1789
The National Lumber Coy Ltd.....	1810

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

The Montreal Cloak & Suit Mfg Coy, Inc.	1778
Victoria Syndicate, Ltd.....	1778

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Laurentian Poyer Company, Limited.....	1809
--	------

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Fontainebleau, 1783;
Honfleur, 1785; Lotbinière Village and Lot-
binière parish, 1809; Notre-Dame-des-Nei-
ges, 1784; Nouvelle, 1782; Petit Saguenay,
1783; Rivière Croche, 1785; Saint-Césaire

paroisse-Saint-Césaire village, 1783; Saint-Etienne de Bolton, 1784; Saint-Michel de Rougemont, paroisse, 1785; Saint-Thomas de Pierreville, paroisse, 1783; Tingwick à Ship-ton, 1783; Village Nominique-Canton Lo-ranger, 1785; Ville Sainte Agathe des Monts, 1809.

NOMINATIONS:—

Grand Constable:—M. Godfroi Lamarche, 1775.

Greffier, Cour de Magistrats:—M. Jules Le-doux, 1776.

Juge de Paix en vertu de l'art. 3361, S. R. Q.:—1775.

Juges de Paix:—District de:—Kamouraska, 1776; Québec, 1776; Ottawa, 1776.

Protonotaire C. S. et Greffier C. C.:—M. J. W. Denis, 1775.

ORDRES DE COUR:—Ducharme vs Gilbert dit Comtois, 1792; Jacques vs Carreau, 1791.

PROCLAMATION: — Prorogation des Chambres, 1776.

VENTE DE FAILLITE:—Gagnon, Garant, Ltée, 1792.

VENTE PAR LICITATION:—Beaudoin vs Pozer, 1793.

VENTES PAR LES SHERIFS:—

BEAUCE:—Turgeon vs Rodrigue, 1794.

BEDFORD:—Nutting vs Brome County Asbestos Developments Coy, Ltd, 1795.

GASPÉ:—The Saint Victor Lumber Company vs Poulin *et al*, 1795.

JOLIETTE:—Bank of British North America vs Charpentier, 1796; Ducharme vs Gilbert dit Comtois, 1796.

KAMOURASKA:—Bourdages vs Seaton *et al*, 1796.

MONTCALM:—Boisvert vs Bertrand, 1798; Cou-lombe vs Bourbonnais, 1797; La Banque d'Hochelaga vs Gagné, 1797.

MONTREAL:—Cité de Maisonneuve vs Sicard de Carufel, 1803; Curren (Dme) *et al* vs Dlle Côté, 1802; Dupré *et al* Faillies, 1801; Falardeau (Dme) vs Héritiers Cirkel, 1799; Hyde & Sons Ltd vs Godin, 1798; Lachance vs Paquette, 1800; Lamoureux, Failli, 1805; Masaitis vs Smillingis, 1802; Ménard vs Dupré, 1804; Mercille vs Cheney, 1799; Schetagne vs Grenier, 1803; Séguin vs Provost, 1801; The Trust & Loan Coy of Canada vs Benoit, 1800;

QUÉBEC:—La Cité de Quebec vs Bégin, 1806.

SAINT-HYACINTHE:—Marcotte (Dme) vs Casa-vant, 1806.

TROIS-RIVIÈRES:—Gauvin vs Beaudet, 1807.

QUEBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Im-primeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

parish-Saint-Césaire village, 1783; Saint Etienne de Bolton, 1784; Saint-Michel de Rougemont, parish, 1785; Saint-Thomas de Pierreville, parish, 1783; Tingwick to Ship-ton, 1783; Village Nominique-Township Lo-ranger, 1785; Town Sainte Agathe des Monts, 1809.

APPOINTMENTS:—

High Constable:—Mr. Godfroi Lamarche, 1775.

Clerk of Magistrate's Court:—Mr. Jules Le-doux, 1776.

Justice of the peace in virtue of Art. 3361, R. S. Q.:—1775.

Justices of the Peace:—District of:—Kamou-raska, 1776; Quebec, 1776; Ottawa, 1776.

Prothonotary S. C. and Clerk of C. C.:—Mr. J. W. Denis, 1775.

ORDERS OF COURT:—Ducharme vs Gilbert dit Comtois, 1792; Jacques vs Carreau, 1791.

PROCLAMATION:—Parliament prorogued, 1776.

INSOLVENT SALE:—Gagnon, Garant, Ltée, 1792.

SALE BY LICITATION:—Beaudoin vs Pozer, 1793.

SHERIFF'S SALES:—

BEAUCE:—Turgeon vs Rodrigue, 1794.

BEDFORD:—Nutting vs Brome County Asbestos Developments Coy, Ltd, 1795.

GASPÉ:—The Saint Victor Lumber Company vs Poulin *et al*, 1795.

JOLIETTE:—Bank of British North America vs Charpentier, 1796; Ducharme vs Gilbert dit Comtois, 1796.

KAMOURASKA:—Bourdages vs Seaton *et al*, 1796.

MONTCALM:—Boisvert vs Bertrand, 1798; Cou-lombe vs Bourbonnais, 1797; La Banque d'Hochelaga vs Gagné, 1797.

MONTREAL:—City of Maisonneuve vs Sicard de Carufel, 1803; Curren (Dme) *et al* vs Dlle Côté, 1802; Dupré *et al* Insolvents, 1801; Falardeau (Dme) vs Heirs Cirkel, 1799; Hyde & Sons Ltd vs Godin, 1798; Lachance vs Paquette, 1800; Lamoureux, Insolvent, 1805; Masaitis vs Smillingis, 1802; Ménard vs Dupré 1804; Mercille vs Cheney, 1799; Schetagne vs Grenier, 1803; Séguin vs Provost, 1801; The Trust & Loan Coy of Canada vs Benoit, 1800.

QUEBEC:—The City of Quebec vs Bégin, 1806.

SAINT HYACINTH:—Marcotte (Dme) vs Casa-vant, 1806.

THREE RIVERS:—Gauvin vs Beaudet, 1807.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Prin-ter to His Most Excellent Majesty the King.